

François Nourissier
Lettre ouverte
à
Jacques Chirac



Collection Lettre ouverte

Albin Michel

© Éditions Albin Michel, 1977

ISBN : 978-2-226-38293-1

Avec le soutien du



Centre national du livre

OceanofPDF.com

La collection « Lettre ouverte »
est animée par Jean-Pierre Dorian

OceanofPDF.com

*Pour mon neveu,
Robert Dujarric de La Rivière,
qui est depuis longtemps mon
« conseiller politique »...*

OceanofPDF.com

Monsieur le député de la Corrèze,

Je commence ma lettre au soir de ce 5 décembre venteux, mouillé, où vous avez tenu votre R.P.R. sur les fonts à un bout de Paris tandis qu'en son cœur, par quelque vilain symbole, les brigades de M. Poniatowski, qui fut deux ans votre ministre, bousculaient les ouvriers du livre occupés à saucissonner tranquillement depuis un an et demi dans les locaux du *Parisien libéré*. Vous avez vu là, évidemment, un coup fourré de vos approximatifs amis giscardiens pour vous priver demain de « la presse » de votre triomphe. Et déjà ce soupçon – ou cette constatation ? – m'excite à me jeter sans attendre dans cette correspondance à sens unique. La guerre que se livrent, sur les remparts de la Majorité et sous les yeux de ses assiégeants, les alliés incertains qui la composent, est en effet l'une de ces absurdités qui donnent envie, à ceux qui vous regardent agir, de vous interpellier.

Depuis ce matin, donc, vous voilà président – et autant dire plébiscité – de ce R.P.R. en quoi un nouvel avatar, dû à votre seule volonté, a transformé le parti gaulliste que nous avons connu déjà sous quatre ou cinq appellations. Vous êtes désormais une tête nationale. À peu près l'équivalent de Mitterrand et de Marchais, et peut-être l'égal du président de la République. Encore que sur ce dernier point il faille n'avancer que prudemment : l'exercice effectif du pouvoir donne à un homme plus de prise réelle sur choses et gens que le plus flatteur sondage. Cette grève des journaux qui vous chagrine le montre bien : le parti giscardien n'a eu qu'à envoyer quelques cars de police au bon endroit et au bon moment pour organiser autour de vous un silence machiavélique... Vous n'êtes donc qu'un outsider, un challenger. Vous qui fûtes un temps le coordonnateur (ou

coordinateur ?) de la majorité n'en êtes plus que le vieillissant jeune Turc, le prophète turbulent, l'empêcheur de gouverner en rond et de ronronner. Ou plutôt, vous êtes depuis ce matin le rassembleur de son tiers état, face à des barons dont certains vous boudent encore et d'autres déjà vous rejoignent. C'est votre force : on n'a jamais fait de vous, qui aviez brûlé les étapes mais étiez absent du Moyen Âge gaulliste, un « baron ». Vous avez imposé, face aux comparaisons nobiliaires qu'appelait le style du Connétable, les allégories militaires. Lieutenant en Algérie, vous suggérez davantage par votre comportement l'uniforme, le mess, les manœuvres au petit matin, que ne faisait ce général de brigade à titre temporaire que le temps, la littérature, son goût et le nôtre avaient transformé en monarque. Depuis plus de deux années, autour de vous, fleurissent les évocations guerrières et les images de franchissement, de traversée : il n'est question que du Rubicon ou du pont d'Arcole. Encore cet après-midi j'entendais un professeur expliquer à la radio que *Démocratie française* est la « méditation d'un philosophe » (une « copie de l'E.N.A. » dit Raymond Aron, plus rudement) alors que le programme du R.P.R. est « l'ordre du jour d'un généralissime ». « Généralissime » ? Diable ! La métaphore a pris du galon.

Il est loin, en tout cas, le temps où avec M. Charbonnel et à l'ombre de Georges Pompidou vous étiez « un jeune loup », un « énarque aux dents longues », etc. Vous êtes même parvenu, Dieu vous pardonne, à faire oublier votre énarquerie de ce pays que les concours agacent et fascinent – celui-là surtout ! Il vous a suffi d'accentuer d'un rien votre côté familier, tutoyeur, votre style grand flandrin serreur de mains, bonne pâte à l'œil vif, pour que basculât dans l'opinion votre image. Vos costumes tristes ne sont plus d'un haut fonctionnaire passé à la politique, mais d'un négligent, d'un qui s'en fiche du moment qu'il peut guerroyer le dimanche à travers sa circonscription. Vous aviez l'air, à vos débuts, d'un éternel jeune homme de la rue Saint-Guillaume : vous êtes désormais un capitaine en civil, avec cette nuance compliquée que vous avez su introduire dans votre

personnage, d'un politicien revenu de toutes les batailles, une sorte de radical à l'ancienne manière, de jacobin de toutes les Républiques qui tire de sa maigreur, de son menton imberbe et pointu, de sa vélocité les mêmes avantages que tiraient avant-hier de leur apparence les notables barbus, podagres et ventripotents, enveloppés de ferveur républicaine et de fumée de cigare. Un général de l'An II, soit, mais nuance Herriot. C'est à des panachages de ce genre que se reconnaît en France le génie politique.

En donne un autre exemple la récente métamorphose de François Mitterrand : écologique, virgilienne, méditatrice. Prose limpide de Chardonne, grisante comme un cognac charentais ; réflexions historiques austères et apaisantes comme les collines nivernaises. Et avec cela des feintes et des estocades de bretteur (celle de Château-Chinon n'a rien à envier à la fameuse « botte de Nevers ») et des formules cruelles à faire pâlir de jalousie le plus féroce dîneur en ville. Doser ainsi les contraires, associer les vertus complémentaires, séduire l'adversaire sur un terrain inattendu pour mieux l'estourbir ailleurs : voilà des qualités politiques. En ce sens, vous êtes sans doute, avec François Mitterrand, les seuls vrais taureaux de combat dans l'arène France. Les seuls dont on prenne plaisir à apprécier la manœuvre sans pour autant les suivre dans leurs conclusions. Les seuls qui imposent au cours des choses et des gens leur rythme, leur allure, qui consistent à toujours les presser. Un homme politique, on doit le sentir bouger. Il doit être en mouvement perpétuel. Il suffit de voir certains hommes arriver aux affaires pour comprendre qu'ils resteront plantés au bord du chemin pendant que filera le train de l'Histoire ou, plus modestement, le train-train des soucis. Un jour on les aura perdus de vue et l'on sera tout étonné d'apprendre leur limogeage ou leur démission. Les vraies bêtes de pouvoir sont quelque part devant nous et nous proposent des rendez-vous. Mitterrand réinventant le parti socialiste et montant tranquillement, d'un pas de sénateur, vers la victoire électorale ; vous-même démissionnant et grommelant contre les usages, faisant à l'arraché et contre

dix adversaires la reconquête de votre siège corrézien, troussant, violant, tuant et ressuscitant la princesse gaulliste : voilà du beau théâtre. S'il n'en allait pas du sort de la France, il faut avouer qu'on prendrait plaisir à savourer un jour une belle empoignade entre vous, en face à face, en tête à tête. Au reste, tout ne nous la promet-il pas ?

OceanofPDF.com

Un air de province

Pourquoi, si vous êtes redevenu un personnage au destin national, comme on dit si pompeusement aujourd'hui, vous apostropher comme le « député de la Corrèze » ?

Le hasard fait bien les choses : cette « descente » vers le Midi au long de laquelle, aujourd'hui, j'écoutais d'heure en heure la radio de la voiture donner des nouvelles de votre fête de la Porte de Versailles, cette descente qui m'a mené – j'allais dans le Morvan déjeuner chez Jules Roy – aux confins du fief de François Mitterrand et m'a entraîné à penser à lui, cette descente, donc, cette lente promenade de huit cents kilomètres a placé toute la journée du 5 décembre – et ce que j'écris ce soir – dans un éclairage de campagne triste et de province. Le « pays réel »... Ai-je assez rêvé, étudiant, sur cette formule de Maurras ! Je me moquais bien qu'il l'employât malencontreusement. J'y sentais, moi que Paris n'a jamais tout à fait séduit ni enfermé, ce parfum des êtres et des choses vrais, dont la littérature m'a donné à la fois la nostalgie et le pouvoir de les nommer. C'est ici – tout le long de ma route – que se joueront demain votre sort et le nôtre. Et pas à Paris. C'est ici que sont pesés les hommes qui aspirent à nous gouverner, et leur densité, leur poids n'y sont pas appréciés de la même façon qu'entre la rue de Varenne et le faubourg Saint-Honoré.

Une fois déjà, et dans des circonstances plus spectaculaires, il m'est arrivé de sentir viscéralement cette circonspection provinciale, cette sorte d'indifférence têtue et narquoise aux frénésies parisiennes. C'était à la fin de mai 1968 et je roulais vers le Jura et la Suisse. Sitôt cent kilomètres franchis, on retrouvait aux pompes l'essence dont la raréfaction affolait tant

les Parisiens et dont le retour, quelques jours plus tard, allait les jeter sur les routes de la Pentecôte, gavés, rassurés, rendormis. Le calme et le silence des bourgades traversées contrastaient avec la ville que je venais de quitter, où des rats galopèrent sur les trottoirs, entre les tas d'ordures, et où les détonations sourdes des grenades lacrymogènes punctuaient le commencement des nuits. S'agissait-il de la même France, des mêmes Français ? Je compris ce jour-là que la mini-révolution de mai était finie – à moins qu'elle n'eût jamais eu lieu. Je ne prétends pas que cette passivité un peu scandalisée de la France, face à la forcènerie parisienne, fût en soi un bien, un signe de plus grande maturité civique, etc. Je compris simplement que – « crise de civilisation » ou pas, haute vague ou éphémère démangeaison – ce qui se déroulait à Paris n'avait pas été ressenti ni vécu par cette autre France qui s'assoupissait dans la nuit tardive de mai. Ceux qui comprenaient ces choses-là, vagues, sourdes – et en premier lieu votre mentor, Georges Pompidou – n'auraient plus qu'à agir en conséquence, apaiser le feu, voire recueillir le bénéfice du désordre.

Vous êtes de ceux, je le crois, qui sont naturellement à l'écoute du « pays réel ». À tout le moins de cette fraction modératrice et méfiante du pays que représente assez bien le département qui vous a envoyé au parlement. Voilà pourquoi je vous nomme « Monsieur le député de la Corrèze », et non « Monsieur le président du R.P.R. », ni « Monsieur le Premier ministre » comme vous avez droit, à vie, d'être appelé. L'homme qui depuis trois mois a commencé une longue course dont il a gagné hier la première étape, cet homme-là n'est pas un ex-Premier ministre, ni même le chef d'une coalition politique ou électorale : il est un produit complexe, composite, de la société politique parisienne et du terroir, un homme à qui les Corrèziens serrent la main sans avoir trop l'air de jouer une comédie. Vous n'êtes pas un « Monsieur », malgré la belle demeure et l'épouse si convenable. Vous êtes une spécialité très française et rare. André Malraux, qui était justement le contraire de cela, et le savait, mais comprenait tout, ne

s'y trompait pas. À l'issue du déjeuner qu'offrait Georges Pompidou, « remercié » par le Général, à ses ministres de la veille, Malraux leva son verre et dit : « Monsieur le député du Cantal, je bois à votre destin »... Formule extraordinairement juste, intuition que tous les candidats présidents auraient dû méditer. Le style nouveau de la V^e République a quelque peu troublé ce vieux bon sens politique que possédaient autrefois tous les agents électoraux : un certain type d'homme est fait pour gouverner la France, à l'exclusion, pour le moment, de tous les autres.

Bon, c'est entendu, le général de Gaulle a brouillé les cartes. Parce qu'il échappait aux définitions classiques par le meilleur chemin : par en haut. Mais, lui disparu, nous sommes retournés à notre logique. Si l'on écoutait attentivement la voix des hommes politiques, si l'on observait leur comportement, leur démarche, leur façon de voir ou de ne pas voir les photographes, de serrer les mains, si l'on écoutait leurs discours, si l'on cherchait à les imaginer en famille, en vacances, au volant – alors on se tromperait moins en votant.

Le terrain de golf où joue François Mitterrand n'est pas le même que celui où joue Maurice Couve de Murville, qui n'est pas non plus celui où s'entraîne ce vieux sportif de Chaban-Delmas. De même il serait trop facile de croire que MM. Barre, Poher et Poniowski, qui paraissent appartenir tous trois à la catégorie des « bons gros », sont faits de matériaux semblables, ou même comparables. Chattemiteux et paterne, M. Poniowski a des violences congestionnées, de ces emportements qui font dangereusement monter dans le sang le taux d'adrénaline. M. Poher, que l'on a vu se jeter, avec bonhomie d'abord, puis avec une rudesse mal calculée, dans la course présidentielle, reste visiblement l'homme des couloirs, des amitiés fidèles et de la douceur de vivre : il n'est pas fait pour la haute jungle du pouvoir suprême, royaume des fauves. Quant à M. Barre, il est sans doute le dernier professeur à « faire les gros yeux » quand ses élèves ne sont pas sages. Cet homme disert, discret, compétent, que

paraissent scandaliser comme des incongruités les questions des journalistes et les interruptions des parlementaires, tient apparemment son autorité de la chaire et du titre, non de la séduction ni de la certitude intérieure. On lui voit encore mal, malgré les augures, cet avenir flamboyant que les commentateurs aiment promettre à tout inconnu qui émerge de la pénombre.

Tout cela pour vous dire que les hommes politiques ne sont pas toujours ce qu'ils paraissent, ni – comme on aimerait parfois nous le faire croire – le contraire de ce qu'ils paraissent... Le plus souvent les mous sont mous et les guindés ne rient pas de gaieté de cœur. Si l'on observait davantage les hommes publics, beaucoup de carrières avorteraient, pour le plus grand bénéfice de la nation. Quant aux autres, on les comprendrait mieux. Pourquoi, par exemple, n'a-t-on lu nulle part une analyse sérieuse de l'anthologie de poèmes que publia naguère Georges Pompidou ? Et quand, ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing agrémenta nos feuilles d'impôt d'un message manuscrit et de sa signature, je n'ai pas souvenir qu'on ait soumis cette sorte de dédicace à l'analyse graphologique appropriée. Nous acclamons ou accablons des hommes pour qui nous avons voté sans en savoir autant, sur eux, qu'un chef du personnel sur les candidats à quelque modeste emploi dans son entreprise.

L'appétit venant en mangeant, c'est un peu comme ça que je vous écris, Monsieur le député de la Corrèze : pour faire connaissance. Je ne vous ai rencontré qu'une fois, et c'était à un déjeuner au Palais de l'Élysée, lieu où l'on n'attend pas de la conversation une capricante fantaisie ni des libertés révélatrices. Je conserve néanmoins de cette brève rencontre un souvenir amusé : vous aviez eu une façon savoureuse, à l'instant où le président de la République et son hôte du jour apparaissaient, de crier à mi-voix – oui : à mi-voix, comme excellent à le faire les cancre dans un chahut – un « garrrrrde-à-vous ! » qui nous avait distraits du cérémonial compassé où nous étions figés. Oh ce n'est pas là un trait bien révélateur, j'en conviens,

ni une de ces confidences dont les mémorialistes font leur gloire ! Mais enfin, il y eut ce jour-là dans toute votre allure une vivacité, une gaminerie, un pied de nez aux comédies protocolaires plutôt rafraîchissants. Vous paraissiez sortir d'un lycée de garçons – classes préparatoires aux grandes écoles – ou, mieux, d'une popote d'officiers. C'est peu, serez-vous le premier à dire, pour m'être pris d'affection pour vous ? Vous allez voir que ce n'est pas de cela qu'il s'agit et nous allons en venir à plus de gravité.

OceanofPDF.com

Une tournée à l'américaine

Il me semble légitime de m'adresser à vous puisque l'état de ma connaissance, en ce qui vous concerne, est celui de tous les Français. À cette rencontre près, qui est sans signification, je suis à votre endroit dans la situation de n'importe qui : vous m'intéressez ; je vous observe ; j'écoute les gens (qui ne vous connaissent pas davantage) parler de vous. On parle beaucoup de vous. On en dit presque toujours ces banalités qui sont des plus utiles, parce que justes en général, et surtout elles dessinent de vous une image peu à peu acceptée de tous les Français. On loue votre fort appétit, votre acharnement aux dossiers, votre mémoire. On déplore certaine rudesse, un esprit de simplification. On vous voit en « bourreau de travail », en homme qui crève plusieurs chevaux sous lui (toujours la galopade, les comparaisons militaires : vous vous entendez, certes, à gouverner, mais comment ? À la hussarde, bien entendu...).

Un reportage télévisé du spécialiste des portraits filmés, François Reichenbach, a beaucoup fait pour asseoir votre popularité ou affermir vos adversaires dans leur antipathie. On vous y suivait au long d'un week-end en Corrèze. Vous étiez encore Premier ministre et aviez amené avec vous un collègue, que vous offriez comme une sorte de gâterie à votre conseil général. (Du moins est-ce ainsi que j'ai vu les choses...) Le « son direct » étant une des vertus de ces portraits spontanés, on vous entendait – « Il est arrivé, le petit père Galley ? » – traiter le ministre en question avec une familiarité assez charmante. Mais surtout vous ne paraissiez pas, dans ce film, jouer à piétiner la componction ministérielle. Vous n'étiez à aucun moment composé, étudié. Vos détracteurs eurent beau jeu de dire que vous

« bluffiez » quand on vous voyait (suivi par l'invisible caméra...) entrer dans la foule de manifestants qui vous attendait je ne sais plus où. Vous « n'engagiez pas le dialogue » (style prêtre-ouvrier), vous fonciez, tout simplement. On n'entendait pas couler de vos lèvres la promesse électorale ni la compréhension lénifiante. Toute vie politique, à ses débuts ou dans ses triomphes, finit par un affrontement physique : sous un préau d'école ou devant une place « noire de monde », sous les applaudissements ou les sifflets, avec pour fond de tableau la « houle des drapeaux » ou les pancartes rigolotes des contestataires. Le père de Gaulle était passé maître dans l'art d'associer les porteurs de pancartes à sa propre gloire. Il arrive au contraire que tel politicien ne se relève pas d'une « conduite de Grenoble » : Guy Mollet ne se remit jamais des tomates d'Alger... Vous savez que ces rencontres entre Visiteur Officiel et Manifestants ne sont rien qu'un défi, qu'il s'agit de relever. Il y a de la mitraille : il faut sortir de la tranchée. Aussi votre bain de manif (comme il y a bain de foule quand tout va bien) parut-il assez convaincant. Vous aviez tenu le contrat. Il ne s'agissait pas de répondre aux criailleries par des périodes bien balancées ; on ne vous entendit pas faire le Jaurès ; mais enfin vous aviez plongé dans le vacarme, essuyé les lazzi, les questions goguenardes, et un chemin s'était vaille que vaille ouvert devant vous qui n'aviez pas la mine trop crispée ni le sourire trop jaune : examen réussi.

On vous voyait, tout au long de ce portrait télévisé, secouer des mains, congratuler des grands-pères, appeler les électeurs par leur prénom, embrasser des bambins, sauter de vin d'honneur en remise de décorations, et tout cela, comment dire ? avait assez bon air. Vous souleviez dans un mouvement vif et rieur cette poussière de corvées dont est faite, traditionnellement, la vie dominicale des élus de la nation. En un sens c'était un peu désolant de vous voir accomplir avec un si évident plaisir ces rites républicains, mais, comme disent les Suisses : vous nous avez « déçus en bien ». Puisqu'il faut sacrifier à l'usage, au moins le faisiez-vous avec

une sorte de grâce bon enfant. III^e République pas morte. Amusant mélange de mœurs anciennes et de modernisme. Votre performance ressemblait à la « tournée à l'américaine » du facteur Jacques Tati dans *Jour de fête...*

Elle souffrait pourtant, cette émission, il faut vous le dire, d'un trou, d'une absence. Votre vie privée y paraissait gommée au bénéfice de la représentation. Nous aurions voulu vous voir partir de chez vous le matin et y rentrer le soir. Pourquoi cette discrétion ? C'est trop vaste, « chez vous » ? C'est trop « château » ? Il y a des douves et des tourelles ? Il fallait tout de même nous montrer tout ça. Le privé des vies publiques n'est plus un domaine réservé. Une grande et secrète force du général de Gaulle fut sans doute cette inattaquable transparence de toute sa vie : on la savait inutile mais elle édifiait et rassurait. Cette maison admirablement modeste, hautaine, inviolable : les Français n'y reconnaissaient certes pas leurs rêves de fermette ! mais elle leur inspirait de la révérence. Et il en allait de même avec toute la vie du général : ses enfants, ce grand malheur caché, son foyer, le dédain de l'argent... Il n'y a pas de petites choses en ce domaine. On ne vous demande pas de faire le trottoir devant votre existence, ni d'engager votre famille dans un cirque électoral, de jouer cette comédie politique réputée nous venir des États-Unis, pour laquelle les Français révèlent, à l'occasion, de redoutables dispositions. Mais vous ne pouvez pas non plus fermer des portes au nez des citoyens que vous sollicitez. Le difficile, avec ces grands engagements nationaux comme vous en avez souscrit un, c'est qu'ils exigent, comme l'amour selon André Breton, « tout le pouvoir ». On n'imagine plus de Gaulle, après le 18 juin, ayant encore une vie privée.

Je sais bien que sévit naguère une tout autre tradition : celle des politiciens de la défunte III^e, couverts de gilets, de petits tabliers maçons et de rats de l'Opéra. Elle ne déplaisait pas tellement aux Français, cette République d'éloquence à accent de noce, de cabinets particuliers. Ce radicalisme du « Sphinx ». Ces carrières vouées à la gastronomie et aux dessous affriolants en même temps qu'au bien public et au progrès de

l'humanité. Mais convenons-en : les Français ont changé. Les « cadres » qui donnent le ton n'ont plus de pellicules sur le col de leur veston ni de tréponèmes assoupis dans le sang. On a aéré la maison, même les palais officiels. Du passé, il ne nous reste qu'une légère propension aux ragots, et cette indulgence, cette règle des yeux fermés ou mi-clos que nous voyons la presse appliquer à la vie privée des hommes politiques. Nous sommes, là-dessus, infiniment plus tolérants que tels ou tels de nos amis. On n'imagine pas le *Washington Post* aussi arrangeant que le *Canard enchaîné* ou *Minute* avec les secrets d'alcôve du haut personnel républicain. Raison de plus pour ne pas en profiter. À défaut d'absolue vertu, il faut un grand machiavélisme et une candeur supérieurement simulée : en ce domaine, paraître blanc comme neige est la moindre des choses.

OceanofPDF.com

Monsieur Tout le Monde

Je n'appartiens pas à la classe politique ni à ses alentours : journalistes, petit monde des couloirs, habitués de ces débats télévisés où affleure la familiarité pleine de complaisances qui régit les rapports entre notables et gens de plume. Je suis un Français des plus ordinaires : une opinion + des intuitions + un bulletin de vote. (Un bulletin de vote dont je n'oublie pas, comme tant de batailleurs de journaux, d'user le jour venu...) Seul avantage sur d'autres électeurs : cette faculté que je me suis donnée d'écrire mes divagations. Au moins suis-je en mesure de les situer là où je veux, c'est-à-dire au plus modeste. La plupart des gens n'ont pour arguments que ceux de leur journal. À des questions qu'ils se posent spontanément, naturellement, ils donnent les réponses soufflées par des gens « informés », c'est-à-dire partisans et rusés. Ce qui m'intéresse ici, en vous écrivant, c'est de parler de politique dans le langage et avec les plaisirs, les curiosités, les répugnances de tout un chacun. C'est là une des formes possibles de « l'engagement » que l'on conseillait si fortement aux gens de lettres quand j'avais vingt ans. À la forme la plus saugrenue de cet engagement, qui, on le sait, consistait à signer le plus grand nombre possible de manifestes humanistes, je n'ai que rarement sacrifié. Ma carrière de pétitionnaire s'est bornée, si ma mémoire est fidèle, à « signer » pour M. Duclos quand on le mit en prison (c'était en 1952, lors du fameux « complot des pigeons », des volatiles destinés à être accommodés aux petits pois ayant été qualifiés de « voyageurs » par les forces de l'ordre) et, beaucoup plus tard, pour protester quand Israël fut exclu de l'Unesco par une majorité de jeunes pays dont l'apport à la « science, à l'éducation et à la culture » ne me paraissait pas éminent. Je

poursuis un instant de plus mon examen de conscience : pas d'autres signatures à me reprocher ? Si, celle-ci peut-être, il y a trente ans, au bas d'une sorte de manifeste républicain (nuance radicale) où l'ordre alphabétique me fit voisin du jeune député de la Nièvre, François Mitterrand : il s'agissait de défendre la liberté, le territoire un et indivisible de la République (outremer compris) et la propriété privée. Le tout, il va sans dire, dans un vigoureux esprit de justice sociale. N'était-ce pas un bon programme ? Ajoutons, pour finir sur un territoire plus proche du vôtre, Monsieur le député de la Corrèze, que j'ai inscrit mon nom parmi ceux des partisans de Georges Pompidou lors de la campagne électorale de 1969, et aussi parmi ceux, assez clairsemés, des « intellectuels et artistes » promoteurs de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Le tour est ainsi fait de mes foudrades ou de mes indignations.

Consacrer cent cinquante pages à des réflexions politiques sous prétexte de correspondre avec vous, voilà qui est plus sérieux. Comme il n'est pas dans mes habitudes de parler politique – mises à part quelques colères à propos du printemps 68 qui m'ont été gravement reprochées jusque dans des feuilles suisses – sans doute dois-je m'expliquer mieux.

Une maladie de l'esprit public

Cette lettre est évidemment un texte de circonstance. Mais la circonstance est grave. Et plus elle est grave, plus est choquante la façon dont nous allons l'aborder. Les qualités qui devraient inspirer les Français dans leur combat idéologique – disons, pour simplifier : le civisme et le patriotisme – paraissent ne plus leur servir qu'à nourrir de la répulsion, du mépris, peut-être demain de la haine. Oui, oui, je sais, voilà de bien grands mots, et l'on n'ose plus guère se servir d'eux ! Pourquoi ? Ne serait-ce pas à cause d'une vague honte que nous inspire le parfum de nos déballages d'idées ?

L'ignominie de l'adversaire, la stupidité de son programme, la malhonnêteté probable de ses motifs sont les moindres certitudes qui transparaissent dans n'importe quelle prise de position. Préparer l'avenir de la France contre la moitié des Français : voilà à quoi s'activent les hommes politiques. Considérer que le suffrage universel, au lendemain de son verdict, n'engage que ceux qui ont voté pour les vainqueurs : voilà la nouvelle conception de la démocratie. Tout cela est archi-connu, mais considéré par les Français comme banal, normal, presque sain. Or, il s'agit d'une maladie de l'esprit public.

La tentation est forte, dans ce mauvais drame, de veiller à ne tenir aucun rôle. Après tout, pour un écrivain, quoi de plus facile ? Nul ne demandera demain de comptes sur leurs opinions à Julien Green ni à Henri Troyat, à René Char ni à Julien Gracq. Se draper dans une indifférence légèrement narquoise et candide vis-à-vis de la chose publique est toujours, pour un homme de lettres, une bonne affaire. Et même, si l'on veut être le moment

venu dans le coup, on peut se tenir coi tout au long de la tempête et se pointer, sitôt l'embellie venue, en exprimant à forte voix les opinions du jour. Un Sartre a-t-il agi autrement de 1940 à 1944 ?... Bref, il existe vingt façons de ne pas se mouiller. Alors, pourquoi aller à l'eau, et y aller à votre propos ?

Parce que vous, qui êtes ou serez probablement le recours du « libéralisme », avancé ou non (je n'aime pas qu'on parle d'une philosophie de l'histoire comme d'un fromage un peu fait), vous qui serez demain en position de solliciter de nous les seuls votes *utiles*, vous vous avancez visiblement au combat en faisant jouer le vieux ressort des excommunications et des fureurs françaises. Notre pays est menacé par une perpétuelle tentation de guerre civile, par une perpétuelle tendance à se fissurer, à se disloquer en deux blocs antagonistes – et vous, n'allez-vous pas jeter de l'huile sur le feu ? Et plus vous en jetterez, plus vous crierez au loup, plus vous simplifierez, exclurez, anathématiserez, plus grandes seront vos chances de l'emporter. Nous souhaitons votre victoire et savons qu'elle ne pourra être obtenue qu'en sacrifiant cette tolérance, cette volonté de vivre ensemble dont l'espérance est contenue dans le superbe mot de « rassemblement » qui ne sera, à l'évidence, qu'une étiquette sans signification... Vous allez rassembler, si tout va bien, cinquante-deux ou trois pour cent des Français, et, au lendemain de votre victoire, la dislocation nationale sera un peu plus prononcée, les armes de la guerre civile un peu mieux aiguës. Quant à l'hypothèse contraire, où vous seriez défait, elle ne change en rien le paysage : l'amertume, et l'ivresse de la victoire, et la rage d'excommunier changeraient de camp sans que l'intérêt national y trouvât davantage son compte. Chaque moitié de la France ne peut aujourd'hui espérer imposer à l'autre sa vision du monde qu'en dramatisant le débat jusqu'à l'absurde. L'absurde, puisqu'il s'agira demain, gaullisme ou gauche, libéralisme ou socialisme, vous ou Mitterrand, de continuer à vivre ensemble. On n'a jamais réussi à purger une nation de la

moitié de ses citoyens, ni à empêcher un sur deux des hommes d'un pays de penser. Mais demain, quels que soient les vainqueurs, ils seront prisonniers de ce psychodrame dont le scénario, d'année en année, se radicalise sous nos yeux.

Peut-on, pouvez-vous faire autrement ? Peut-être que non. Le général agissait-il mieux quand il tonnait : « Moi ou le chaos » ? Pas tellement. Et sous la manœuvre électorale comment ne pas voir une certitude, un choix profond ? Hélas, votre façon de mobiliser vos partisans, et ce que nous devinons de votre bataille de demain, disons-le : ce n'est pas très *bon genre*. Gagner les voix incertaines et floues qui assurent la victoire, c'est-à-dire un ou deux Français sur cent, en rejetant la moitié des autres aux ténèbres, voilà qui choque nos délicates consciences, froisse notre sens de la mesure verbale et de la réconciliation nationale. Nous aimons bien en vous le sanglier, le taureau, mais nous voudrions que quelques grâces, comme on les apprend dans les salons de la bourgeoisie progressiste, atténuassent ce que votre pugnacité a de trivial, de dérangeant. En d'autres termes nous vous aimerions des états d'âme de ballottage, voire des élégances de vaincu, mais avec un score de vainqueur, cela va sans dire...

L'embêtant, c'est que désormais la situation est telle, les partis si bien pris, les hostilités si lourdement irriguées du gros sang rouge de la colère, que le temps n'est plus à la guerre en dentelles. Tous les coups seront permis demain, et même recommandés. Vous allez monter à la bagarre avec des hans de bûcheron. Les gens de goût vont faire la fine bouche et apporter, comme d'habitude, de l'eau au moulin d'en face. On va vous trouver « schématique », « simplificateur », « sommaire » – sans rien dire de l'autre vocabulaire, autrement expéditif, qui déjà fait de vous un « fasciste ».

« Giscard à la barre »

La dernière fois que nous avons cru qu'il était possible de battre la coalition P.S.-P.C. avec de larges coups de chapeau, un flegme et un flair-play à l'anglaise et des réformes « raisonnables mais audacieuses », c'était en mai 1974. Nous avons pensé – comme vous, semble-t-il – de Valéry Giscard d'Estaing qu'il allait être le prestidigitateur de l'évolution sans révolution, le virtuose du changement dans la continuité. Et remarquons-le : à notre étonnement, la petite moitié des Français qui n'avait pas voté pour lui laissa à M. Giscard d'Estaing le champ libre pendant trois saisons. Pas de guérilla, pas de harcèlement, pas de fronde sociale. Le nouveau président, que son score électoral n'avait pas placé en position de force, était confirmé, assuré par la tranquillité de ses adversaires d'hier. Il était idéalement en situation d'engager les réformes promises et de séduire les citoyens qui lui avaient résisté au mois de mai. Rarement terrain aussi stable avait été offert aux premiers mouvements d'une stratégie. La crise de l'énergie et l'enchérissement du pétrole ? Tous les pays industriels les subissaient et l'on n'eût pas rendu M. Giscard d'Estaing responsable d'une politique d'austérité tôt et fermement mise en place.

Or, que s'est-il passé ?

Nous avons d'abord été sensibles, tous, et cela va presque sans dire, au charme de ce longiligne quadragénaire qui parlait sans emphase, montait les Champs-Élysées sans voiture, inaugurait son septennat sans jaquette ni grand cordon. Ses adversaires ont paru un moment désarmés, parce que la bataille du pouvoir était engagée sur un terrain inattendu. Le terrain du *changement*. Réformes ou réformettes ? On en débattrait sans doute aussi

longtemps que durera le règne giscardien. Pour lui, comment ne pas le voir, tout s'est mal passé. Dans les petites choses (*Marseillaise*, éboueurs, drapeau, titres, chandails) il agaçait tout le monde. Dans les grandes, bon nombre de ses amis le lâchaient. Il avait promis de « conduire le changement » et il essaya, en effet, de changer tel ou tel aspect de la société française. Las ! il avait compté sans la résistance de son clan. Personne, quand il se disait réformiste, ne l'avait pris au mot. On croyait à de la phraséologie électorale alors que le candidat Giscard, enfermé dans une vision irénique et raisonnable de la machine France, espérait réellement débloquer un peu ses rouages. Et, de fait, les « verrous » auxquels il s'attaqua étaient sérieux : modifier la procédure de divorce, légaliser la contraception, abaisser l'âge de la majorité, ce ne sont pas des comédies de réforme. C'était vraiment porter le fer à des articulations fragiles, à des points sensibles du corps social.

On peut se demander ici à quels mobiles obéissait le président. S'agissait-il d'une vue lucide et lointaine sur notre devenir ? De la certitude profondément enracinée qu'il fallait bousculer au besoin les Français afin de les moderniser, bon gré mal gré ? Ou d'une sorte de laxisme grand-bourgeois, du goût d'octroyer à tout un chacun les libertés qu'une certaine classe avait déjà conquises, d'un besoin quasi suicidaire de flirter avec des idées justes mais périlleuses ?... Tout cela, sans doute, était-il mêlé dans l'atavisme et les résolutions du président. Mais disons-le, répétons-le : en gros, *il avait raison* ! Même si ses « amis naturels » – c'est-à-dire la bonne vieille droite – choqués par ses initiatives, commencèrent alors contre lui cette offensive des murmures qui allait s'enfler au long des mois à venir. Même si, à la Chambre, il fallut l'apport des voix de la gauche pour faire voter des réformes qui terrorisaient certains de vos camarades de l'U.D.R. Même si les « gadgets », comme on appela les petites entorses faites par le président au protocole élyséen, prirent une importance excessive, au point de faire oublier les réformes.

Imaginons quel avantage moral, quelle auréole progressiste se fût octroyés un président « de gauche » qui, en une année, eût proposé et imposé ces réformes des mœurs et ce rajeunissement politique réussis sous Giscard ! Mais, dans la France de 1975-1976, la fausse adresse du président – aggravée par l’inflation et le marasme économique – aboutit à laisser oublier ce qu’il avait effectivement réussi, fût-ce contre les siens... La grande habileté de ses adversaires, ces deux dernières années, a consisté à déplacer la bataille et à choisir leur terrain : puisque Giscard paraissait résolu à « réformer » et qu’il était impossible, sur ce thème-là, de ne pas parfois le soutenir, on changea tout l’équilibre du combat. Un rideau de fumée noya les réformes et tous les projecteurs convergèrent sur la lutte sociale, le chômage, la montée des prix. La grande alliée de la gauche, ces trois récentes années, a été la crise de l’énergie. Une crise que l’opposition n’avait pas à gérer ni à combattre, mais dont les conséquences lui permirent de harceler Giscard sur son flanc le plus affaibli. Isolé, chagrin, plus ou moins abandonné par ses alliés, donnant à sa classe l’impression qu’il l’avait trahie, au patronat celle qu’il se désintéressait de l’essentiel, le président de la République fut bientôt dans cet état psychologique où toutes les initiatives que l’on prend tournent à la gaffe, où les audaces font long feu. « Il a la baraka », disait-on naguère, amoureusement, de ce grand général mamouthéen et goguenard qui passait à travers les balles, balayait les insurgés en trois formules et se faisait comparer à Bossuet par les critiques littéraires. Du Giscard de 1976 on aurait pu dire, usant d’une expression à la mode : « Il n’a pas la pêche. » Les peuples raffolent des vainqueurs, c’est connu, et deviennent à l’endroit des hommes publics en difficulté d’une mordante et sourcilleuse méfiance. C’est ce qui s’est passé en France tout au long de l’année 1976.

Et vous, dans tout cela ?

Vous avez mené d'abord votre barque assez mal. Artisan de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, vous avez rameuté pour lui les gaullistes dispersés et boudeurs. Vous vous êtes identifié à ce président que vous aviez « fait roi ». Vous lui avez été fidèle. En d'autres termes, vous vous êtes un temps oublié. Mais avec ce flair que nous aimons en vous, vous avez bientôt senti que le président « flottait ». J'ignore si vous avez tenté de redresser la barre. Avez-vous adjuré le président de s'occuper davantage du pétrole, du chômage, des prix ? Avez-vous veillé à ce qu'il fût entouré des conseillers avisés qui lui eussent épargné quelques erreurs, comme d'inviter les éboueurs à petit-déjeuner ou de prendre le pouls de la nation au cours de ces « dîners chez l'habitant » qui ont tant servi aux chansonniers ? En un mot, avez-vous usé de votre autorité pour améliorer les choses, ou de votre intuition pour les laisser aller de mal en pis, loin de vous, quitte à les désavouer discrètement ?

Poser cette question, n'est-ce pas déjà y répondre ? On vous a senti voguer de plus en plus à l'écart de l'Élysée. Vous avez donné l'impression, loin d'appuyer le président lors de ses tentatives réformistes, de les redouter, de leur faire grise mine. S'agissant de l'impôt sur les plus-values vous avez paru rejoindre cette droite de la Majorité qui, tout simplement, ne voulait pas entendre parler de fiscalité plus lourde ou plus juste. Enfin, quand vous avez senti le moment propice, vous avez donné spectaculairement votre démission, et, contre les usages, vous l'avez commentée. En quels termes ? En déplorant de n'avoir plus les moyens nécessaires à votre action. Mais quelle action ? Manquiez-vous de moyens

pour imposer une politique hardie, austère, impopulaire ? Vous n'aviez pas donné, aux affaires, le sentiment de la souhaiter tellement... Manquiez-vous de moyens pour aider à imposer les réformes, ou de moyens pour leur résister ? En un mot : êtes-vous « tombé » à gauche ou à droite ?

La question est d'importance. Selon qu'on lui donne telle ou telle réponse, ou votre R.P.R. tentera d'être ce grand Centre travailliste et généreux qu'ont espéré successivement Mendès France, Chaban-Delmas et qu'un temps le général a donné l'impression de réussir à former ; ou bien il sera une conjuration des blocages et des pétaches, une coalition de toutes les petites droites : celle des poujadistes, celle des nostalgiques de l'O.A.S., celle des paysans en colère, celle des rentiers sans rentes et des bagnoleurs sans essence, celle de la messe de saint Pie V et des pucelles sans pilule. Tous ces gens-là, bien sûr, font partie de la France. Ils sont même un peu du sel de la France. Mais il ne faut pas trop de sel dans les plats, ni trop de colères et de peurs dans un Rassemblement. Selon qu'on se fait, de votre action de mai 1974 à août 1976 à la tête du gouvernement, une idée généreuse ou réticente, on voit en vous un Jacobin actif, novateur, rigoureux, un descendant de Carnot et de Clemenceau, ou bien un baroudeur sans idées ni idéal, un « homme à poigne », un briseur de grèves et de chimères, le fédérateur de toutes les rognés.

Enfin, dernière question : lequel des deux personnages – le sympathique ou le méchant, l'idéologue ou le musclé – a-t-il davantage de chances de remporter la victoire ? Vous paraissez vouloir ramasser le flambeau que risque de laisser tomber, justement, un homme à idées, un homme de progrès, un homme *sympathique*. Alors ?... Sans doute, une fois de plus, faut-il aller à la bataille sans trop raffiner sur les formules ni sur les moyens. Le choix n'est pas entre une élégante approche du pouvoir et un pugilat mené sans en respecter les règles : le choix est entre garder le pouvoir ou le perdre, le conquérir ou le laisser passer...

Je viens de me faire, une ou deux pages durant, l'avocat du diable et non le vôtre. Vous le devinez, je ne joue pas les dégoûtés : comment espérer qu'un parti composite ne regrouperait que de purs et durs militants ? Comment croire que dans la France d'aujourd'hui de courtois échanges de vues, une tolérante attention portée aux thèses de l'adversaire, puissent mobiliser ceux des Français que vous voulez regrouper ? Après tout, regardons en face ! On dit avec raison de François Mitterrand qu'il est (devenu) un redoutable polémiste, un orateur chaleureux et cruel. Se sert-il de ces armes pour saluer chevaleresquement le chef de l'État ? Non : il cogne et il tire. En deux années il n'a jamais cédé à la tentation de la trêve, de la brève idylle entre loyaux adversaires, du cessez-le-feu. Les invitations ? Refusées. Les allusions des journalistes à de possibles « contacts » ? Pulvérisées. En toutes circonstances, en tous lieux, que fait Mitterrand ? Il attaque. Et il a bien raison d'attaquer ! Comme ont raison M. Marchais et M. Séguy, toutes les fois qu'on leur tend un micro ou qu'on les place devant une caméra, de développer inlassablement leurs arguments, de harceler leurs adversaires, qui sont tous ceux qui ne votent pas pour eux, ne pensent pas comme eux, ne parlent pas comme eux. C'est l'autre camp qui donne l'exemple d'une légitime et infatigable pugnacité. On y crie au viol et au scandale, bien entendu, toutes les fois qu'un homme de la Majorité parle net. On y a fait d'expressions comme « homme fort » des injures. On y pratique l'assimilation classique des manifestants majoritaires à des « nazis », à des « SS ». C'est un peu gros, mais c'est le jeu. L'erreur du président de la République a été de crier « pousse ! » alors que les costauds de l'autre bord continuaient de distribuer horions et invectives. M. Giscard d'Estaing, depuis deux ans, a « fait pousse » tout seul. A été compréhensif et généreux tout seul. A été décripé tout seul. C'était élégant, très joli à voir, cela ne manquait ni de classe ni de culot, mais cela n'a pas payé. Le chef de l'État est encore en chandail de cashmere alors que ses

adversaires se sont armés de pied en cap : à la première escarmouche sérieuse, qui se fera rosser ?

Toutes ces évidences ne sont pas plaisantes à répéter. Elles signifient que nos rêves de gentillesse universelle, de tolérance réciproque et de bonnes manières peuvent être une fois encore relégués aux accessoires. Mais, de grâce, expliquez cela à ceux qui, une moue aux lèvres, déplorent votre brutalité ! Expliquez-leur qu'en matière de brutalité, pour y aller très fort il vous suffira de vous régler sur celle de vos adversaires, et qu'il est temps d'en finir avec la complaisance bêlante au nom de quoi nous tendons éternellement notre gorge aux couteaux, nos joues aux gifles et notre liberté aux tyrannies.

Alors c'est entendu, vous allez être sommaire, rude, agressif. C'est entendu, la combativité de l'Opposition sera la « large prise de conscience de l'immense majorité des Français », alors que la vôtre ne sera que la frénésie malsaine de la bourgeoisie aux abois. C'est entendu, parce que vous avez envie d'exercer le pouvoir, que vous serez un aventurier, l'homme du coup de force, et que vous menacerez les institutions, alors que la turbulence de l'Opposition ne visera qu'à rendre enfin le pouvoir à ses légitimes propriétaires qui en ont été indûment frustrés. C'est prévu et nous ferons le gros dos. Mais ne feignez pas de croire que tout cela va sans dire ! Une perversion est en train de s'emparer de l'esprit des Français, un masochisme, une élégante veulerie : il faut la dénoncer et les en guérir. Puisque la loi est d'une bataille, parlons en termes de bataille, et tant pis pour l'élégie libérale...

Ce fracas des futures empoignades, ce vocabulaire de camp retranché ou de grandes manœuvres seraient odieux s'il s'agissait, comme l'Opposition le prétend, d'un affrontement d'idées, d'un choix entre deux sociétés. C'est cela, mais c'est aussi un peu moins que cela : une lutte entre ceux que l'exercice du pouvoir a fatigués, et ceux que l'espérance longtemps déçue du pouvoir a exaspérés. Si la Majorité montre des signes

d'usure, de désabusement, l'Opposition manifeste toute la vitalité du trépignement. Ne soyons pas dupes ! Le principal défaut de tous les pouvoirs, aux yeux de toutes les oppositions, c'est d'occuper la place. M. Mitterrand ne ferait pas baisser le prix du pétrole, ne rendrait certes pas nos industriels plus « compétitifs », et M. Rocard ne ferait sans doute que du Barre un peu plus crispé pour lutter contre l'enchérissement du rôti de veau. Je ne suis pas expert, mais il me semble que les choses sont si complexes, si enchevêtrées, si fragiles que le socialisme installé aux commandes, sauf à tout casser, ne ferait ni beaucoup mieux ni tellement pis que nos timoniers aujourd'hui. C'est ailleurs – idées, création, presse – où je connais mieux le terrain, qu'il faut le redouter. Mais cet « ailleurs » n'intéresse que dix mille personnes. Si ces dix mille-là démissionnent, acceptent de jouer ce qui compte pour quelques nationalisations et quelques places, tout sera peut-être perdu. Si nos adversaires réussissent à ficher mauvaise conscience aux dix mille personnes en question, ils auront gain de cause. Pour cela il suffit de les convaincre, les pauvrettes, qu'elles forment l'arrière-garde du contingent des « salauds ». Il y a cinquante ans qu'on le leur répète et qu'on les amalgame aux vrais salauds : si l'amalgame n'a pas encore réussi, peut-être serait-il temps de s'éveiller ?

Sous l'âpreté de la lutte pour le pouvoir, il y a moins d'idéologie et de principes qu'on ne le dit. Ne nous laissons donc pas impressionner. Nous ne sommes pas contre l'ouvrier et pour le patron, contre les vieillards et pour l'immobilier, contre le jeune et pour le notable, contre le chevelu et pour le genou, contre l'Histoire et pour le Capitalisme monopoliste, contre l'espérance et pour le désespoir. Laissons ce balancement aux chansons et aux matinées poétiques des Maisons de la Culture. On a aimanté toutes les forces saines, pures, innocentes et méritantes de la nation autour de l'Idée progressiste, et plongé l'Idée réactionnaire dans l'enfer des privilèges, des peurs, des compromissions et des passéismes. C'est un peu simplet. Mais ne vous y trompez pas, Jacques Chirac : en utilisant à votre profit la

dynamique du tout-ou-rien, la dramatisation du choix, la fascination-crainte qu'inspire la guerre civile aux Français, vous facilitez ce manichéisme, cette division des idées en bonnes et mauvaises, des hommes en bons et méchants, et vous aidez vos adversaires à vous jeter dans le chaudron de sorcière de la « droite ». Plus les semaines et les mois vont passer, plus vous allez être expéditif et virulent, plus grandes seront vos chances de victoire, et plus il deviendra disgracieux d'être votre partisan. C'est là une histoire déjà ancienne dont j'aimerais vous toucher un mot.

OceanofPDF.com

Du déplaisir d'être majoritaire

Au printemps de 1958, quand le général de Gaulle ramassa le pouvoir, j'eus des vapeurs. La France n'allait pas fort – moi non plus. Je sortais des trois années où, en m'amusant énormément, j'avais tenté de faire d'une revue « marquée à droite », *La Parisienne*, une maison à la fois ouverte et désordonnée. J'y avais publié, avec la bénédiction très lointaine et amusée de Jacques Laurent, Edgar Morin et Bernard Frank, Claude Roy et Clara Malraux, Emmanuel Berl et Jean-François Revel, sans oublier pour autant Morand, Chardonne, Giono, Jouve... Pas une fois en revanche je n'avais imprimé de textes de Blondin, de Nimier, de Déon, non pas que je me méfiasse d'eux : je crois plutôt que c'est moi qui leur étais suspect. Rien de tout cela n'était grave, mais, les mois passant, la guerre d'Algérie soumettait les Français à ses cas de conscience et il devenait de plus en plus difficile d'asseoir aux mêmes sommaires des gens entre lesquels remontaient les éternelles rancunes. Ses collègues du lycée d'A. reprochaient à Revel le nom de Laurent imprimé sur notre couverture, Sartre promettait mille tourments à Claude Roy s'il continuait à me faire risette – bref : ça sentait la poudre.

Je renonçai donc à *La Parisienne* – qui en mourut, la pauvre – et j'expliquai mes raisons dans un papier de *L'Express* qui me valut, de l'affection de mon plus vieil ami, l'accusation d'être « tombé à gauche dans le plus pur style radical ». C'est dire que j'attendais de Gaulle d'un pied ferme et d'une pensée vigilante. Je le pris, comme faisaient alors tous mes amis roses, pour un général factieux, le Liquidateur de Nos Libertés, etc. Mes amis de droite, eux aussi, poussaient des cris, mais pour des raisons

inverses ou fort différentes : le général n'était-il pas le fourrier du communisme, un militaire enjuivé, l'abominable homme de Londres, le fusilleur de Pucheu et le diviseur de la France ?

Ce concert discordant aurait dû me faire tendre l'oreille. Sur le moment je restai sourd et me contentai, avec de jolis mouvements de menton, de publier dans la revue de Lucie Faure, *La Nef*, un « Petit cinéma gaulliste » plein de moqueries et d'une convaincante sensibilité républicaine.

Je ne vous raconterais pas toutes ces minces histoires, à vous qui ne les avez sans doute pas connues – vous deviez être alors un étudiant fort occupé – si elles n'étaient pas exemplaires d'un certain nombre de stupidités collectives auxquelles, par elles, je compte arriver bientôt. Pour l'instant retenons simplement ceci : la conscience progressiste, unanime, et ses alentours jusque loin dans le vieux centre radical, dénoncèrent en 1958 le général de Gaulle comme un traîneur de sabre et un mangeur de démocrates. Voilà une monumentale erreur de jugement que je demande à vos détracteurs d'aujourd'hui de ne pas oublier.

Comme un certain nombre de gens, je vécus ces premiers temps du néogaullisme dans un sentiment de plus en plus incertain. Nous ne comprenions rien aux intentions du général. Nous étions saisis d'une sainte frousse quand les capitaines des popotes, les agités d'Alger et les étoilés putschistes faisaient mine de franchir la Méditerranée pour venir achever la chère démocratie fourbue, à qui le vieux reître qui la chevauchait donnait décidément, pour l'heure, plus de courbatures que de sensations.

Quand on enferma à la prison de Tulle quelques rescapés de la mésaventure algéroise, j'écrivis dans *France-Observateur* (c'était alors son nom) un long article sentimental et sérieux où j'essayais de comprendre ce qui était arrivé aux « soldats perdus ». Je tentai une « reconstitution de carrière », comme on dit en langage administratif, d'un officier comme le capitaine de Saint-Marc. Il me sembla qu'à sa place pas mal d'entre nous, qui pensions « bien », eussions fait comme lui, nourri les mêmes illusions,

remâché les mêmes désillusions et abouti peut-être à la même révolte. Aussitôt des colonelles à la voix placée haut me téléphonèrent, plusieurs des prisonniers de Tulle m'écrivirent, bref : je m'empêtrai de plus en plus dans mes contradictions, qui heureusement étaient celles d'un bon nombre de Français. Au moment où je me sentais me rapprocher du gaullisme, je publiais dans un journal de gauche une sorte de défense des révoltés antigauillistes de Tulle : c'était beaucoup de désordre pour une seule cervelle. Mais, somme toute, un désordre honorable.

Abrégeons : je fus de ceux qui parièrent sur la volonté du général de donner l'indépendance à l'Algérie et de nous laver de cette flétrissure dont il nous avait trouvés salis, avant lui et par d'autres que lui. D'autres dont les plus notables étaient parfois devenus ses acharnés adversaires. Les événements donnèrent, on le sait, raison à ceux qui avaient osé le même pari. Nous détestâmes l'O.A.S. sans crise de conscience : de Gaulle se retrouvait, comme nous l'avions espéré, dans le camp de « l'ordre républicain », haï par cette vieille droite que nous n'aimions guère, et seul rempart efficace entre le fascisme et les hommes qui le traitaient, lui, de Gaulle, de « fasciste ». La boucle était bouclée.

Elle le fut plus parfaitement encore en 1969, quand le vieil homme dont on avait prédit qu'il s'accrocherait au pouvoir, qu'il sombrerait dans l'illégalité et le coup de force plutôt que de se dessaisir de l'État, prit congé de la France et se retira en silence. Son séjour en Irlande, sa retraite à Colombey : peu d'hommes nous ont donné pareille leçon de dignité. J'aime que le dernier acte d'une vie la fonde en vérité et en style. La fin de De Gaulle, si elle ne désarmait pas ses ennemis, imposait au moins silence à ceux de ses adversaires dont on eût le moins aimé qu'elle leur donnât raison.

Ces quelques années qui vont du putsch algérois au référendum raté de 1969, je fus donc et le dis, et l'écrivis, « gaulliste ». Je le fus de tête et de cœur et sans que cette opinion me rapportât rien. Les gens qui manifestent

un choix idéologique du même mouvement qu'ils sollicitent une place ne me plaisent guère. Dans cet ordre, il ne faut rien devoir à ses opinions. Cette tentation ne me menace pas, puisque, les réunions m'endormant, les « prises de parole » me terrorisant, les défilés me mettant la larme à l'œil aussi facilement que la musique militaire, les meetings me faisant rendre mon eau, je suis inapte à tous les exercices d'une activité militante. Vous le voyez, je ne servais pas à grand-chose au R.P.R...

Je fus un gaulliste de la base. Même pas : un homme qui votait comme la majorité des Français et, à l'occasion, proclamait et expliquait son vote, simplement. J'eus l'occasion, à peu de reprises, d'approcher le Général et de lui répondre quand il me parla. Je le trouvai formidablement savoureux, rugueux, de langage et d'œil vifs. Plus tard, quand il fut parti, je reportai sur Georges Pompidou, que je connaissais un peu mieux, la part utilisable de ma fidélité gaulliste. Enfin plus tard encore je votai pour Valéry Giscard d'Estaing.

En d'autres termes il y a quinze ans que je pense, parle et vote comme le plus grand nombre de mes compatriotes. Ce plus grand nombre a connu des hauts et des bas : il serait plutôt, depuis deux ans, à l'étiage, situation qui justement me porte à ne pas changer d'opinion, la politique des rats vis-à-vis des bateaux, qui est connue, n'ayant pas mon approbation.

Il y a quinze ans que j'ai découvert quelle indignité s'attache, pour les personnes de ma sorte – disons : une espèce d'artiste, de journaliste, de baladin – à la situation de « membre de la Majorité ». J'ai l'impression d'avoir attrapé vers 1960 une maladie honteuse. De m'être fait « plomber ». C'est au long de cette période qu'a fait florès l'expression « majorité silencieuse », qui suppose qu'écrire et parler, alors qu'on fait partie des silencieux, est une manière d'incongruité. Nous devrions agiter une crécelle quand nous allons chez les bien-pensants, comme jadis les lépreux. C'est aussi au cours de ces années que les mots Majorité, Pouvoir, sont devenus synonymes de ramassis de gâteaux, d'imbéciles et de canailles, alors que le

mot Opposition signifiait peu à peu et de plus en plus jouvence, lucidité, espérance.

Telle est la situation.

OceanofPDF.com

Le pouvoir est toujours scélérat

Ces jours-ci, votre détermination et le sursaut de joie qui a accueilli vos initiatives semblent avoir rendu les « observateurs » plus circonspects. Ils supputent vos chances avec certaine considération. On se méfie. Il faut vraiment toute la fougue oratoire de M. Chevènement pour flairer en vous du Pétain et voir dans votre R.P.R. « le ventre » d'une France qu'il n'aime guère. Les autres commentateurs sont tout aussi réticents, mais plus mesurés. Cela ne durera guère. On va vite reprendre le harcèlement qui vise à faire de nous des demeurés, les débiles de la grande mue de l'Histoire.

Il est certain, à la contempler, notre histoire, depuis deux siècles, que le pouvoir est généralement considéré comme scélérat par la jeunesse, les poètes, les libellistes et les artistes-peintres. Tous ces gens-là, en ce moment, à Moscou, à Prague, à Varsovie doivent dauber sur les maréchaux qui les gouvernent, tout socialistes qu'ils sont. Longtemps objet de la convoitise des partis de progrès, le système démocratique, à peine établi durablement le règne de la majorité, est devenu répugnant aux yeux de ceux qui le réclamaient avec véhémence. Il semblait, raisonnablement, que rien ne fût plus désirable que des élections libres d'où sortirait un pouvoir clair et honnête. (Ce rêve hante encore quelques centaines de millions d'imaginations là où règne le socialisme...) Mais aujourd'hui ce pouvoir démocratique et majoritaire dégoûte profondément, dirait-on, le parti du mouvement, puisqu'on y considère comme abusif et scandaleux son verdict. La seule réflexion qui ferait avancer les choses, à savoir que dans les

nations évoluées majorité et minorité ne sont plus séparées que par des nuances d'idées, de faibles mouvements de l'opinion, cette réflexion n'est pas la bienvenue. Rien est-il plus plaisant que de couper la France en deux ? Et de déplorer d'avoir à partager la qualité de Français avec vingt-cinq millions de bigotes gâteuses, d'Alsaciens butés, de prolétaires dupés ou – pour l'autre bord – vingt-cinq millions de voyous adolescents, de moujiks de Billancourt ou de femmes du monde saisies par la Révolution ?...

Excusez-moi de brosser et peigner une fois de plus ces banalités de presse et de bistrot, mais elles forment le fond de mon tableau. Voilà des années que j'essaie d'échapper à ce genre de réflexion, tant il serait plus drôle et élégant d'adopter les opinions de mon milieu, de mon copinage, de ma bande, de ma caste, de ma chapelle, ou de renoncer à exprimer quelque opinion que ce soit. Mais être honnête, quel tintouin ! Aussi voudrez-vous bien me suivre encore, quelques pages durant, au milieu de mes fumées. À moins que vous ne préfériez – ce dont je ne saurais m'offusquer – sauter tout simplement ces considérations au terme desquelles je reviendrai vous caresser de plus près.

Je voudrais que ceci fût clair : paradoxalement, le fait d'appartenir à la plus vaste famille française ne simplifie pas la vie. Au lieu de m'être un cocon, une chaleur, l'appartenance majoritaire m'a plutôt démuni, ankylosé, *gêné*. J'aurais dû me réjouir d'avoir échappé aux solitudes d'un milieu privilégié, de la « tour d'ivoire », de ce Tout-Paris des générales, des journaux, des hauts fonctionnaires, du monde grand-bourgeois, des artistes, où chacun savoure intensément la volupté de scier la fameuse branche sur laquelle il est perché. J'aurais dû vivre mon réenracinement dans le tuf français comme un retour à la santé, un privilège d'une nouvelle sorte, et autrement honorable ! Eh bien non, je vous le confesse piteusement, à vous qui aspirez à devenir mon phare et mon guide, il n'en a rien été. Plus je me proclamais (ou m'avouais ?...) « majoritaire », plus je me sentais bouseux, navrant guignol, notable au rabais, indécrottable Duraton. Le terrorisme

exercé par ceux qui pensent bien, c'est-à-dire autrement que moi, est si subtil, si capiteux, si répandu, si infiltré et omniprésent qu'il m'a gâché les sains plaisirs que j'escomptais de ma vertu majoritaire. Homme de la foule, homme-dans-la-foule, je me suis senti bien isolé ! J'ai cherché autour de moi, histoire de me trouver quelques compagnons. Des gens de la famille si possible : des stylos, des pinceaux, de petits violons... Mais je dois dire que la quête n'a pas rendu selon mes espoirs. Je me rappelle ce jour où les journaux publièrent – ce n'est qu'un exemple ! – la liste des « artistes et intellectuels » qui soutenaient Valéry Giscard d'Estaing. Ah, on ne se bousculait pas ! Et cet autre jour, un an auparavant, où le futur président de la République avait voulu réunir, à Vincennes, un colloque de personnalités des arts et des lettres. J'avais renoncé à aller siéger entre son Éminence le cardinal Daniélou et M^{me} Françoise Parturier, je ne sais pas pourquoi, une impression comme ça, un embarras...

(J'interromps un instant cette lettre – qui a pris depuis un moment forme de pêche aux souvenirs – pour la nuancer de la remarque suivante : il m'est si facile et tentant d'écrire d'abondance à propos de politicaillerie, alors que d'autres thèmes me résistent durement à la plume, que je devrais m'inquiéter. Il doit y avoir là quelque chose de subalterne et de radoteur, pour inspirer pareille logorrhée. Elle donne à penser que ces mouvements d'idées ont occupé une plus grande part de ma vie que ce ne fut le cas. Mais il se trouve – vous en savez quelque chose – que ces affaires-là se coulent en mots avec une aisance un peu canaille et qui fascine. Le café du Commerce. Rintintin grand penseur. De Gaulle et moi en douze épisodes... Il convient donc de ne lire tout cela qu'avec la plus grande circonspection : peut-être l'essentiel est-il ailleurs ?...)

On voit bien où chercher l'origine de cette certitude, qui règne toujours, selon laquelle tout ce qui est audacieux, libre, vivant ne saurait que se regrouper et se ranger contre l'ordre établi. Être désinvolte sous Napoléon

ou subversif sous Charles X supposait une bonne dose de courage civique et d'indépendance. Il ne fallait pas ployer à toutes les rafales de l'air du temps. Mais aujourd'hui... Ne voit-on pas que les deux extrémismes se sont déconsidérés : la pensée de droite en cautionnant le racisme et les fascismes ; celle de gauche en conduisant la « patrie du socialisme » à Staline, à Lyssenko et aux camps du Goulag ? Impossible de sortir de là. Quand Stendhal détestait si fort l'esprit « juste milieu », il ne savait pas quelles aberrations produiraient les extrêmes. L'héroïsme consiste peut-être aujourd'hui, non plus à voler vers des chimères inaccessibles ou trahies, mais à tenir son cap entre les deux écrasements qui depuis soixante ans se sont partagé la folie de l'Occident. D'un côté Hitler chasse les « artistes dégénérés » et fait brûler les livres ; de l'autre on envoie les bulldozers bousculer les expositions de peinture libre, on contrôle l'édition, on dirige toute création. Qui peut-on encore tromper ? Comment ne pas voir clair dans nos refus ? Ni Jdanov, ni Goebbels. Ni Arno Breker, ni Kanapa. Et je me limite aux domaines proches de mon souci. Je laisse aux médecins la biologie stalinienne, l'eugénisme aux docteurs Darré et Rosenberg, et ainsi de suite... Quant à l'illusion selon laquelle le *prochain* socialisme, le *prochain* nationalisme seront lavés de tous les vices qui ont compromis les idéologies du passé, qui abuse-t-elle ? La logique des systèmes totalitaires veut qu'ils passent inéluctablement « à la limite », que les temporisateurs soient toujours débordés sur leur droite ou sur leur gauche, contraints d'accélérer, sommés de tirer les plus folles conséquences des théories qu'ils ont ralliées en espérant canaliser leurs excès, « humaniser » leur visage. Revel l'a fort bien vu et dénoncé : on nous donne à choisir – en ce qui concerne la « tentation totalitaire » socialiste – entre une réalité et un projet. Entre un état de fait et un état de rêve.

C'est dans *notre* réalité que se trouvent pour l'instant concentrées le plus de libertés jamais conquises dans une société. Un créateur ne s'y trompe pas. Je veux bien écouter les sirènes quand elles me chantent que le

socialisme « à la française » ignorera les directives culturelles, l'édition nationalisée, l'art officiel, etc. « À la française » est quand même une expression qui ne me dit rien qui vaille. Nous sommes un peuple de gueulards, de forcenés et de méchants. Il réagirait demain à un régime socialiste comme, dans le passé, il a réagi à toutes les expériences fiévreuses qui lui ont été imposées : par la haine, la délation et les excès. Nous savons à quoi nous en tenir. Nous n'avons pas à nous vanter de la Terreur « à la française », de la sottise bourgeoise « à la française », du colonialisme « à la française », des rafles de Juifs « à la française », de la Libération « à la française », de la torture « à la française »... Pourquoi ferions-nous confiance demain à un stalinisme « à la française » ?

Notre peuple manque de certaines vertus. Il excelle à se terrorer, à dénoncer, à matraquer. Si l'on fournissait demain des arguments, une justification, à cette tentation toujours vivace de haïr son voisin, que de déchaînements probables ! J'observe le visage de M. Marchais toutes les fois que l'occasion m'en est donnée, c'est-à-dire souvent, et je ne vois rien sur ses traits, je n'entends rien dans sa voix ni ses propos qui me rassure. Je suis le premier à me féliciter que François Mitterrand parle et écrive avec tant de goût de Barrès, des arbres et des chiens, mais cet éclectisme, cet humanisme me semblent constituer un rempart un peu frêle contre les divisions du Pacte de Varsovie. Au reste, si j'étais tenté de croire M. Marchais – victoire à laquelle lui-même ne paraît pas tenir outre mesure – il suffirait de me rappeler, le concernant, ce que m'en ont dit, et de ses prédécesseurs, ceux qui furent orfèvres... Lisez, dans *Somme toute*, la visite de Claude Roy à Maurice Thorez, pesez chaque réplique du dialogue entre le Fils du Peuple et le « camarade Roy », et dites-moi si vous vous sentez à l'aise ? Et comment oublierais-je les confidences et les amertumes d'Aragon, d'Elsa Triolet ? Que me répondent les belles âmes ? Que je n'ai pas le droit d'utiliser leurs confidences à l'insu des intéressés... Alors je me contenterai des textes et les renverrai à *La Statue*, au *Roman inachevé*...

L'atroce y est encore estompé, la dénonciation, muselée. Mais il n'est pire sourd... Encore ne s'agit-il là que du témoignage de personnages considérables, officiels, qui jamais ne furent désavoués par leur Parti ou leurs amis : je ne vais pas chercher mes arguments dans les corbeilles du linge sale stalinien.

L'espoir que tout, demain, sera réussi, qui fut raté hier, la certitude que le socialisme en a fini avec ses errements, ne sont à mon estime que des songes de drogués, ou la manifestation d'une inguérissable frivolité. Car enfin, les chars russes à Prague, c'est après le XX^e Congrès, et les fusées soviétiques à Cuba, c'est sous Khrouchtchev... Il y a là, Monsieur le député de la Corrèze, un tel arsenal d'évidences, une si complète panoplie de démystifications que l'on vous serait reconnaissant, à l'occasion, d'y puiser. Ce n'est pas parce que la vérité est simple et forte qu'il ne faut pas souvent la rappeler. Derrière les expressions « collectivisme » (qui fait peur aux portefeuilles) et « coalition socialo-communiste » (qui sent sa rengaine électorale) il y a d'urgentes et écrasantes certitudes que votre rôle est d'expliquer. Votre cause – notre cause – est si juste dans ses profondeurs qu'il serait absurde de l'amoindrir par une surface de mauvais vernis.

Évidemment, on signe de plus jolies pirouettes dans la férocité. Il est plus facile d'être désopilant à *Charlie-Hebdo* qu'au *Figaro*. M. Delfeil de Ton se fait la tâche plus confortable que Jean Dutourd. La verve, c'est être *contre*. Et plus on est contre, râleur, indigné, goguenard, plus on est juteux : je me demande si ce n'est pas là le secret de la mauvaise humeur chez les littérateurs. L'opposition, c'est leur moins nocive amphétamine. Pas d'exercice plus redoutable que d'essayer de dire de façon appétissante des choses moyennes, des choses tièdes. Et la réalité politique est tiède et moyenne, hélas. Mais il est plus séduisant de racler du violoncelle avec une lime en guise d'archet que de jouer juste le petit air banal de la vérité. On obtient de beaux sons râpeux, grinçants, qui garantissent à l'échevelé musicien qu'il fait partie de l'escadron des malins. Tout cela est devenu, les

années passant, ennuyeux comme les rodomontades des vieux jeunes gens, ces chauves à cheveux longs comme j'en ai tant connu au théâtre et dans la littérature. C'est à se demander s'il ne faut pas souhaiter voir un peu « aux affaires » tous ces furibonds qui recuisent dans le sarcasme depuis bientôt vingt ans. Quand un fier-à-bras retrousse ses manches il perd en général de sa superbe. Il serait plaisant de voir enfin patauger dans l'ordinaire, le trivial, nos forts esprits critiques. Ce serait enfin à nous de dénoncer les scandales, de compter les coups de bâton distribués par les (mêmes) gendarmes, de nous étonner des incendies de forêts, de nous indigner de la surproduction des artichauts, de la laideur de l'architecture officielle, de la pollution des rivières et de la médiocrité du cinéma français. Enfin ce seraient les autres qui commettraient les gaffes, augmenteraient les tarifs postaux, réprimerait les grèves et essaieraient en vain de fluidifier les encombrements. Nous deviendrions des pachas, des drôles pleins de brio et de rigolarde férocité. *L'Aurore* se métamorphoserait en une sorte de *Canard*. Maurice Clavel devenu ministre, ce serait le règne des rivarols de tout poil qui, sans nul doute, existent et rongent en ce moment leur frein quelque part. Et soudain loisir leur serait donné de ricaner sur le dos de ces feignants incapables, de ces bureaucrates, de ces idéologues empoussiérés qui auraient pris la relève des énarques de M. Giscard. C'est sur le dos des énarques de M. Rocard que l'on casserait du bois. Je ferais enfin partie des vingt-cinq millions de minoritaires, détenteurs de toute sagesse et accoucheurs de l'Avenir, et non plus des vingt-cinq millions de majoritaires, nantis bouffis et écraseurs du peuple de France. Je redeviendrais un vif et savoureux citoyen : comme ma vie serait belle ! Comme j'aurais du talent !

Ce que j'en dis, Monsieur le député de la Corrèze, vous le devinez, c'est en manière de plaisanterie. Et seulement pour vous suggérer de nous faire parfois sourire. Vous savez l'art du sérieux, et vous vous exercez depuis un moment à celui du grand lyrisme entraînant : c'est fort bien. Mais un petit

air de gaieté, de temps en temps, au détour d'une période, délasserait vos auditoires. Un homme qui s'amuse inspire confiance : on lui sent de la santé, de la liberté. À M. Marchais la gouaille, à M. Mitterrand ce carnassier rictus de brochet moqueur, et à vous le rire. Face à la monumentale duperie de la « gauche unie », songez à mettre parfois les rieurs de votre côté : c'est un savoir-faire moins apprécié des Français qu'on ne le prétend, mais tout de même...

OceanofPDF.com

Les Mandarins

On me dit, Monsieur le député de la Corrèze, que vous ne lisez pas *Le Monde*. Ce doit être une façon de parler et je suis sûr qu'il vous reste, de vos années rues Saint-Guillaume et des Saints-Pères, l'habitude vespérale et quotidienne de vous plonger – ou de plonger quelque membre de votre entourage – dans la grande feuille professorale et sourcilleuse.

Mais enfin nous voyons bien ce que la formule signifie.

Elle veut dire que vous menez votre action sans être obsédé par le souci de ce qui chatouille « la classe politique », de ce que murmure Paris, ni de ce qu'imprime le journal où les augures, tout à la fois, expriment et trouvent leurs opinions du jour. Et cela c'est un événement !

En France, à peu près depuis la Révolution, on donne une place exorbitante aux gens de lettres et de plume. Napoléon redoutait les opinions de M^{me} de Staël et Charles X celles de Chateaubriand ; Pétain avait peur d'André Gide ; la IV^e République tremblait sous les sarcasmes de Mauriac et de Gaulle, par somptueuse prudence et goût du théâtre, s'attacha Malraux. Dans un autre ordre, plus technique, il est certain que les hommes au pouvoir redoutent le commentaire permanent de leur action que mènent un Raymond Aron, un Jacques Fauvet, un Viansson-Ponté, hier un Beuve-Méry.

Cette révérence envers les professeurs, les éditorialistes et les écrivains engagés ne me paraît pas être exploitée jusqu'à ses conséquences logiques. Pourquoi, si l'opinion des grands journalistes a tant d'importance, ne pas leur proposer des places de Pères Joseph, voire de ministres ? Pourquoi ne pas mettre l'assurance des commentateurs à l'épreuve du pouvoir ? Si l'on

pense que M. Fauvet, sur la façon de gouverner la France, a des vues saines et fortes, pourquoi ne pas lui proposer un portefeuille de l'Information ou des Affaires sociales ? Quand M. Giscard d'Estaing a inauguré son septennat, j'ai cru qu'il allait, dans son intention de changement, appeler Raymond Aron à ses côtés. Après tout, le président des États-Unis agit-il autrement ? Si un homme possède une pensée éminente, il doit pouvoir rendre d'éminents services. Mais redouter ses avis, s'amollir de contentement s'il écrit des douceurs, enrager s'il se fait critique ou moqueur, et le laisser exercer dans une feuille, loin des palais nationaux, sa fascinante et coupable industrie, quel étrange conception de l'efficacité gouvernementale !...

Je ne sais pas si, arrivés aux affaires, M. Mitterrand et M. Marchais confieraient des postes à Claude Manceron, à Paul Guimard, à Bernard Pingaud, à Jean Daniel, à Maurice Clavel, à Hasard d'Estin, à René Andrieu. Je ne sais même pas s'il faudrait alors le souhaiter aux intéressés. Mais il semble en revanche que telle ne soit pas votre vue des choses : vous ne lisez pas *Le Monde*. Vous pensez que l'action politique et gouvernementale, qui est manichéenne, simplificatrice, et qui trouve ses principales ressources dans la vitesse et la détermination, n'est pas le fait des hommes de littérature et de réflexion. Napoléon, même au début de sa toute-puissance, alors que l'écrivain lui était encore soumis, ne fit pas de Chateaubriand un ministre ni même un ambassadeur. De Gaulle ne proposa aucun hochet à François Mauriac et, semble-t-il, ne s'embarrassa pas trop de l'hostilité pointilleuse de M. Beuve-Méry. Sans doute est-ce la bonne façon d'en user avec nous et avec les Français ? Les privilèges dont jouissent en France les littérateurs – nul homme politique ne résisterait aux singularités que s'offrent impunément les hommes de lettres – ces privilèges suffisent sans qu'on leur ajoute un rôle dans l'État.

Au fond, moi qu'impressionna, je ne le cache pas, la brillantissime cohorte de penseurs, artistes et auteurs de tout poil qui entoure à chaque

consultation le candidat le plus huppé de la gauche, ai-je assez réfléchi à ce que signifient ces ralliements ? Ne sont-ils pas le signe – éclatant, mais tout de même... – d'une disposition à l'irréalisme, aux chimères ? Si l'on trouve tant de chanteurs, de comédiens, de romanciers, de peintres pour se rassembler dans le sillage du « leader » de la gauche unie, et si ce massif appui de vedettes ne change finalement rien au résultat, est-ce parce que la consultation est faussée, la démocratie tenue en échec ? Ou n'est-ce pas simplement parce que tous ces gens, qui exercent ce que Paul Valéry appelait « les professions délirantes », sont plus sensibles que quiconque aux alizés de la mode, plus frémissants, plus troublés que quiconque, et que ces traits de caractère qui font d'eux, justement, des artistes, les disposent peu à un engagement un peu rude ?

Vous, en tout cas, n'êtes pas menacé de souffrir de ces enthousiasmes diserts et parfumés ! Yves Montand ne chantera pas à vos meetings, ni Jean Ferrat ; les peintres millionnaires, couverts de commandes d'État et de l'amitié des grands collectionneurs et des marchands américains, vous considéreront toujours comme une espèce de colonel défroqué, de Philistin. Et sans doute, si leur sévérité vous chagrine, les considérez-vous à la réflexion comme des farfelus...

Il faut s'y résoudre : on ne gouverne pas souvent la France avec l'approbation des artistes. Imaginons la gauche au pouvoir : combien de mois s'écouleraient avant les premières déceptions, dénonciations, trahisons ? Les gens que nous voyons aujourd'hui affamés de Mitterrand ne supporteraient pas longtemps les réalités de son gouvernement, ni les accommodements, ni la raison d'État, ni les « mains sales »... Il suffit de penser à ce que ressentirent ceux qui avaient adhéré au parti communiste dans l'enthousiasme de la Libération, quand surgirent des épreuves qui ressemblaient assez aux « bavures » de toute action gouvernementale : le soulèvement de Budapest et sa répression, le printemps de Prague et sa « normalisation », les brutalités à Berlin-Est ou en Pologne. Chacun de ces

épisodes pouvait s'expliquer par les exigences d'une politique russe impérialiste et assez classique. Ce n'était pas le réalisme qui était insupportable, c'était qu'il fût couvert d'une dorure idéologique. Bien entendu les sensibilités des camarades intellectuels et artistes ne tolérèrent pas d'être ainsi rudoyées. Puisqu'on ne faisait pas de bonne politique avec leurs bons sentiments, ils démissionnèrent. Ils démissionneraient demain, et ils auraient raison, pour des déceptions identiques qui seraient plus cruelles encore d'être subies ici, en France, et de la part de gens en qui ils avaient mis leur confiance. Ce n'est pas être prophète à bon compte que de prévoir ainsi les choses. Elles ne se passeraient pas autrement. Il est dans la logique et l'honneur des gens de notre sorte de mal supporter les dégringolades et les arrangements du pouvoir : c'est toujours « comme la République était belle sous l'Empire ! » Mieux vaut donc se tenir à l'écart, faire l'économie d'un engagement payé d'un abandon, si l'on ne se sent pas le cœur assez bien accroché pour le roulis des traversées politiques.

Homage à François Mitterrand

Vous allez donc, nonobstant quelques criailleries offusquées, pratiquer – vous l’avez fait déjà – un anticomunisme primaire et viscéral. Comme il s’agit là d’un air connu, il me semble que vous pourriez enrichir votre musique de quelques griefs nouveaux. Lesquels s’en prendraient, pour changer, aux socialistes, à raison de leur alliance avec le P.C. En somme, de l’anticomunisme par la bande.

Une des erreurs des deux années récentes a sans doute été d’épargner le parti socialiste. Dans l’espoir – que l’habileté tactique de M. Mitterrand a déçu – d’élargir la Majorité vers le centre gauche, c’est-à-dire de prendre des voix aux socialistes, on a agi envers eux avec une courtoisie bien aventureuse. On a réservé toutes les offensives au P.C., alors que le vrai adversaire de l’actuelle Majorité est le P.S. Cette évidence semble avoir dérangé tout le monde.

Si François Mitterrand n’avait pas décidé un beau jour, il y aura bientôt douze ans, de bousculer le tabou de la gauche française qui consistait à ne collaborer à aucun prix avec le communisme, il n’aurait jamais approché le pouvoir d’aussi près. Il ne pouvait atteindre les fatidiques cinquante pour cent qu’au prix d’une addition, et il a compris que la seule que lui proposât l’arithmétique électorale, dans une France changée par le gaullisme, se trouvait du côté du P.C. On ne peut pas vraiment lui en vouloir. On peut même comprendre son point de vue, l’admirer pour le courage qu’il a eu de pousser jusqu’au bout la logique de son propos – mais à la condition, bien

entendu, de tout faire pour le battre. Dans la coalition socialo-communiste, vos vrais adversaires sont les socialistes, ne l'oubliez jamais. Non pas à cause de ce qu'ils sont, mais à cause de leur alliance. Le nœud d'une victoire ou d'une défaite aux prochaines élections législatives est sans doute là : ne pas se tromper de cible. Tous les coups dont on accable le P.C. en jetant des clins d'œil de connivence du côté des socialistes sont des coups perdus, des munitions brûlées en vain. Avant de nourrir le moindre espoir de les séduire, il faut dégoûter les socialistes d'une alliance à la fois avantageuse et suicidaire.

Un des arguments les plus extravagants que l'on entende formuler en faveur de François Mitterrand est celui-ci : pour déjeuner avec le diable il a sûrement emporté une très longue cuiller. Le moment venu on s'en apercevra. Il avait besoin d'ajouter aux siennes les voix communistes ; une fois qu'il aura la majorité et la victoire, il saura mettre le P.C. au pas...

Cela consiste, en somme, à spéculer sur l'aptitude d'un homme à trahir ! On dit bien : « Les circonstances l'obligeront à ce retournement », mais en fait on pense : « C'est dans sa nature autant que dans la logique des choses ; son alliance avec le P.C. se défera au lendemain de leur victoire. Il les roulera. » Eh bien, je trouve abominable d'envisager de faire confiance à un homme dans le seul espoir qu'il montrera, au moment opportun, des dispositions à la félonie ! François Mitterrand a beau venir de loin, avoir un peu trop voyagé sur la carte politique française, avoir en son temps pratiqué, lui aussi, l'anticommunisme et participé à des mésaventures nationales que ses idées d'aujourd'hui condamnent, il a beau, en un mot, être qui il est, aller à lui parce qu'on le juge capable de retourner sa veste est une démarche abominable. Inutile de l'habiller de jolies formules : l'essentiel est là, que l'on confierait le destin du pays à un homme à raison de sa supposée disposition à la trahison. Avons-nous à ce point perdu le sens de la morale, que l'on puisse gravement discuter cette tactique sans que jamais une voix s'élève pour protester ?

Il faut faire à M. Mitterrand l'honneur de le croire sincère. Abusé, joueur, mais sincère. Il a réussi dans la première étape de son entreprise, qui consistait à rénover le P.S. et à en faire le premier parti de la gauche. Sans doute cette première réussite le leurre-t-elle sur ses chances de remporter la seconde victoire – sur Giscard et sur vous – puis la troisième, qui consisterait à tenir les communistes en lisière. Non pas à les trahir, mais à les tenir en respect, à les *cantonner*. Mais une fois qu'on lui a rendu cet hommage anticipé il faut en tirer les conséquences : parce que M. Mitterrand serait sans doute fidèle à ses alliés, il convient de tout faire pour que cette alliance ne les mène pas, lui et eux, à la victoire. C'est en proportion de l'estime qu'on lui porte qu'il faut combattre M. Mitterrand, et non en proportion inverse ! Un adversaire respecté et respectable excite mieux à la bataille que cet ennemi mou, insaisissable, invertébré, « le Florentin », l'homme aux paupières battantes, etc., que la Majorité a cru habile, à un certain moment, de faire de M. Mitterrand.

Si vous me permettez de continuer à vous fournir en munitions, il me semble encore qu'on n'a guère souligné ceci : depuis des années, l'Opposition a besoin, pour espérer sa victoire, des défaites de la France. Chaque malheur national, chaque nouvelle difficulté, chaque fièvre inflationniste, chaque grève qui se prolonge, chaque conflit qui pourrit, chaque dégringolade de la balance des comptes, chaque enchérissement de la vie, chaque mouvement de découragement dans l'opinion, rapprochent un peu l'Opposition du pouvoir. C'est vrai de tous les pays où s'affrontent deux partis ou deux coalitions ? Bien sûr. Mais quand l'affrontement, comme ici, dure depuis presque vingt années, la gêne devient plus sensible. Parce que chacun n'a pas porté sa part du fardeau. Et puis cela fait partie de notre nature ; nous sommes enfermés rageusement dans nos positions, nos colères ; nous radicalisons les conflits ; nous sommes tout blanc et rose et nos adversaires sont tout noir et rouge. Mais il n'empêche : la jubilation des

uns aux malheurs des autres a quelque chose de navrant quand les uns et les autres sont des compatriotes et que le malheur est le malheur de tous.

Cette remarque a pour corollaire que, demain, si l'actuelle Opposition devenait la Majorité, nous n'aurions d'autre attitude possible que de souhaiter sa réussite, voire d'y collaborer. Vœu pieux ? Cynisme ? Prudence ? Non : le simple exercice de la démocratie telle qu'elle est comprise et pratiquée ailleurs. Il faut donc le dire et le répéter : si demain M. Mitterrand obtenait, à une élection présidentielle, la majorité des suffrages, il serait le président de tous les Français. L'idée de tomber un jour dans les erreurs et les refus que nous reprochons aujourd'hui aux autres, cette idée fait horreur. Il est choquant de voir des partis bloquer, s'ils le peuvent, les mécanismes de la nation, espérer leur chance du marasme, de la lassitude, de la crise, du chômage, repousser avec dérision la main parfois tendue du pouvoir : commettre un jour les mêmes méfaits, tomber dans le même travers, ce serait imbécile. La politique du pire est une tentation malade des Français. On a vu les gaullistes la mener sous la IV^e République, quand ils votaient à la Chambre avec l'extrême gauche pour mieux accabler les fantomatiques gouvernements d'alors. Nous espérons que vous ne retomberez pas, à votre Rassemblement, dans ces pratiques qui furent héritées par vos prédécesseurs d'un autre Rassemblement, le R.P.F., après sa déconfiture... Si vous preniez ce chemin-là, si vous effritiez, inquiétiez la Majorité au lieu de la galvaniser, nous filerions un mauvais coton.

Enfin, dernier argument, qui n'est pas inutilisé, celui-là ! mais qui me paraît si convaincant, si cruel qu'on ne risque rien à le ressasser : je ne veux pas – nous ne voulons pas d'un socialisme qui rognerait nos libertés de création et d'expression. Je l'ai écrit déjà dans cette lettre, je l'écrirai encore. Cette crainte, qui devrait obséder les artistes, paraît leur glisser dessus comme de l'eau sur des plumes. La catégorie qui soutient le plus ardemment M. Mitterrand – à plus de cinquante pour cent en tout cas ! – est

celle qui devrait redouter le plus ce dont M. Mitterrand sera le fourrier... C'est ce que j'appelle, d'un mot doux, l'irréalisme de mes confrères.

Quand on me promet pour l'hexagone, figure géométrique où règnent comme on sait le bon sens et l'harmonie, un socialisme libéral, ouvert, respectueux et printanier, je me dis : 1° que voilà une drôle de Révolution qui prétend ne rien vouloir changer dans un domaine aussi important que « les arts et lettres », et 2° que la façon dont j'ai vu, naguère, mon pays réagir à une autre révolution (baptisée « nationale »), et à un autre changement de camp (les chars russes, tels qu'en eux-mêmes Budapest et Prague les ont révélés, seraient assez comparables aux Panzer hitlériens qui soutenaient Pétain), cette façon, donc, ne m'inspire pas confiance pour un avenir socialiste, une alliance et une protection soviétiques. Nous avons connu le papier raréfié, les livres interdits, les listes de dénonciation, les artistes juifs pourchassés, les sarcasmes contre tout ce que nous aimons s'étalant dans les journaux à la solde du nouveau pouvoir. Nous avons vu surgir les ratés de toute sorte devenus dictateurs du goût, critiques, crachoteurs d'injures. Et ce n'étaient pas des soldats allemands qui, armes à la main, imposaient cet immonde déballage et ces règlements de comptes : c'étaient des Français, des Français volontaires, hystériques, fous. Tout porte à croire que ce sont là, hélas, des caractères nationaux et qu'ils n'ont pas disparu. À la première occasion ils réapparaîtraient et organiseraient la terreur. Et l'on trouverait des gens pour suivre et applaudir. On en a trouvé pour Vichy et ses zéloteurs, qui n'étaient pas très ragoûtants, à plus forte raison en trouverait-on pour cette idéologie réputée généreuse, jeune, etc.

Je radote ? Je m'engluie dans le passé ? Ceux qui ont vécu ces années d'occupation, ceux qui ont voyagé en U.R.S.S. et dans les pays de l'est de l'Europe, ceux qui ont fréquenté les milieux « culturels » du P.C. et de ses alentours – ce qui commence quand même à faire beaucoup de monde ! – tous ceux-là savent bien quelle est la vérité, et qu'elle crève les yeux.

Parlons un peu des communistes

Si je songe à votre vie – études, E.N.A., armée en Algérie, cabinets ministériels, joutes électorales, ministères, Hôtel Matignon, – cette vie idéalement française, classique, réussie, je doute, Monsieur le député de la Corrèze, que vous connaissiez bien les communistes. Je ne dis pas le communisme, mais les communistes. Il me semble parfois, à force d’entendre clamer des vérités et des cruautés sur leur parti qu’ils sont, eux, les grands oubliés du tumulte politique français. C’est là une injustice et une maladresse. Parce que les militants du P.C. sont faits d’un excellent matériau humain.

Précisons un peu.

D’abord, ce sont des *militants*. Quand on sait ce qu’une activité quotidienne, bénévole, ingrate, suppose de sacrifices personnels et de patience, on ne peut que saluer, dans les militants d’un parti, des hommes et des femmes de cœur. Ensuite ce sont des gens qui travaillent et vivent souvent dans des conditions mal acceptables : chercher dans ces conditions-là à s’organiser et à se battre prouve, à tout le moins, qu’on a plus de caractère que les autres, qui se soumettent. Un homme qui se bat vaut toujours mieux qu’un homme qui se résigne. Et comment ne pas approuver un mineur, un ouvrier agricole, un travailleur à la chaîne de se battre ? La méfiance des patrons français envers les ouvriers syndiqués est d’une bêtise inépuisable. C’est toujours le combat ouvrier qui a arraché au patronat les augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, S’il arrive

que le patronat améliore et modernise spontanément ses usines – ne serait-ce que pour en améliorer la productivité – on connaît peu d'exemples d'augmentation massive des salaires décidée librement par des patrons, sans contrainte ni bataille ! Ce sont les grands conflits sociaux de 1936 et 1968 qui ont arraché, comme on dit, aux patrons et à l'État les accords Matignon et ceux de Grenelle. Qu'on me cite un seul exemple de « Matignon » ou de « Grenelle » spontané, généreux, délibéré, et j'efface tout ce que je viens d'écrire. Mieux, ces « concessions » du patronat, dont il fut toujours déclaré qu'elles étaient inacceptables, inapplicables, mortelles, passèrent en vérité comme lettre à la poste. Des messieurs à moustache et à chapeau melon crurent et dirent, l'été 36, que les congés payés ruinerait la France. J'ai encore dans les oreilles les conversations navrées et véhémentes que j'écoutais, petit garçon, avec l'impression que l'apocalypse arrivait...

Comment, dans ces conditions, les « travailleurs » (mot absurde, qui paraît sous-entendre que les autres catégories sociales n'en fichent pas une rame) n'auraient-ils pas depuis longtemps compris que leur salut et leur honneur sont toujours dans la vigilance, et parfois dans le combat ? Ceux qui en ont tiré la conséquence sont en tout cas plus futés que les autres, qui languissent et se taisent, attendant qu'un peu de bien leur vienne du combat des copains. Tenir pour suspects des employés, des ouvriers qui sont probablement, quant au matériau, les meilleurs d'une entreprise, voilà qui relève de la débilité.

Bien entendu, les personnes compétentes et industrielles accueilleront ce qui précède avec des ricanements : je suis un farfelu, un rêveur, un qui parle de ce qu'il ne connaît pas. Et pour les autres je n'écris ici que des évidences, destinées à faire avaler les propos fascistes tenus en d'autres passages de cette lettre. Tout cela va presque sans dire... Il n'empêche : je serais plus à mon aise en face de vous si davantage de place était accordée, dans vos propos et vos soucis, à ces affaires de travail et de syndicats. C'est entendu : la grande dichotomie française a cassé en deux le monde du

travail comme le reste de la nation. L'usine voit s'affronter deux partis antagonistes et irréconciliables. Le constater, c'est un peu court... Hier on pouvait encore faire confiance à l'expansion pour « dépasser » peu à peu les traditionnels conflits sociaux. On allait se retrouver dans l'état d'une espèce de Suède, ou d'Amérique, alors que les cégétistes acariâtres en seraient encore à rabâcher Marx dans un coin d'une vieille fabrique désaffectée. Un peu de « participation », dispersée au vent des discours, permettrait d'attendre tranquillement que tout le monde soit riche, beau et content. Hélas, la machine a grippé. Il faudrait que vos conseillers en la matière fassent preuve d'imagination si vous ne voulez pas que les bourgeois eux-mêmes commencent à se poser des questions sur votre « sens de l'humain ». Je sais bien que la fameuse « troisième voie », entre capitalisme et révolution, libéralisme sauvage et planification socialiste, a jusqu'à présent fait couler plus d'encre qu'elle n'a galvanisé de militants F.O... C'est votre point faible...

On peut d'ailleurs rêver sur cette bourgeoisie et ce patronat, aussi vindicatifs et dynamiques, dit-on, que hargneux et effarouchés, qui ne sont pas parvenus, en tant d'années, à inventer quelque chose... L'« après-nous-le-déluge » des nantis français est prodigieux de paresse, d'aveuglement. Si l'on ne devait sauver qu'un mot de la littérature S.F.I.O., ce serait celui de M. Mollet sur la « droite française, la plus bête du monde ». Il reste vertigineusement juste. Ne pas être capable de se couper un bras pour sauver sa tête, ne pas *organiser* soi-même un inéluctable changement : un jour les historiens se pencheront sur le problème de cette sottise collective et n'y comprendront rien. L'embêtant, c'est que le libéralisme, s'il peut espérer son salut de l'expansion et de la prospérité, en répartissant mieux leurs fruits, est probablement incapable de gérer avec justice la crise et la récession. S'il en est ainsi les carottes du C.N.P.F. sont cuites et, faute d'avoir assez tôt fait une Suède, nous ferons demain une Tchécoslovaquie. Hélas, ce ne sera pas seulement un niveau de vie qui sera perdu dans la

métamorphose, ce sera un mode de vie, le plus évolué, le plus libre malgré ses défauts, qu'aucune société ait jamais connu... Il me semble que ces questions-là devraient bien retenir votre attention, au moins autant que la stratégie électorale de 1978. Au reste, les deux affaires ne seraient-elles pas liées ?...

Revenons-en aux communistes.

Vous est-il arrivé, étudiant, d'avoir à organiser quelque chose ? N'importe quoi : un ciné-club, un débat, un match de basket, un concert de jazz. Si oui, vous avez pu découvrir dans le monde étudiant un microcosme parfois caricatural de la société française. Vous avez fait connaissance avec la flemme, le bavardage, l'absence de civisme, le système D, le sens inné du désordre, bref : avec la France. Et vous avez découvert du même coup qu'on ne pouvait organiser ce petit monde qu'en utilisant les quelques structures qui y existaient : celles des étudiants chrétiens, parfois, et des étudiants communistes, souvent.

J'utilise cet exemple parce que j'en ai eu l'expérience, une expérience que les jeunes bourgeois peuvent presque tous avoir faite. Ils ignorent l'usine ; l'armée n'aime pas le rouge : restent donc l'Université ou les grandes écoles. Impossible de juger « l'homme communiste », comme l'appela Aragon, hors d'un champ d'activité. Là, à l'intérieur d'une petite société, d'une profession, quand il s'agit non plus de parler mais de *faire*, on peut juger ce que sont les hommes. Il me semble – je ne dis pas plus que cela, mais je le dis avec conviction – que les communistes sont exemplairement de ces hommes insérés dans une société, éveillés, présents, actifs. Ils représentent un capital : le négliger ou le sous-estimer est également absurde.

Les Français, au fond d'eux, le savent bien. Ils ont pour les communistes – considérés isolément comme individus, ou collectivement comme force – de l'estime. Ils peuvent ne pas aimer le P.C., redouter la soumission de ses militants et la confiance excessive qu'ils lui font, ils

peuvent juger que les dirigeants communistes déroutent ou abusent leurs troupes : ils n'en ont pas moins du respect, une espèce d'amitié, j'en suis sûr, pour « l'homme communiste ». Ignorer cela, c'est ignorer le rayonnement que donnent, dans une entreprise, un quartier, une ville, la compétence, le dévouement, l'attention à autrui.

Nous n'aimons guère les profs politisés qui malaxent sans nuance ni vergogne l'esprit de nos enfants ; nous n'aimons guère les boute-feux en chambre, les petits marquis rouges, les technocrates froids saisis par la planification, les Saint-Just et les Robespierre de salon, nous ne les aimons pas plus que nous n'aimons M. Marchais et que M. Marchais ne les aime... Mais nous avons de l'amitié pour ces dizaines de milliers de « poilus » politiques, tous ces deuxième classe de la guérilla sociale qui faisaient si peur à papa, mais qui sont plus proches du message évangélique que les derniers notables à missel noir et à lèvres serrées. Ne faites pas de ces hommes et de ces femmes-là vos *ennemis* – ce serait une sottise et mauvaise action.

Je sais bien...

Je sais bien que je suis en train de verser dans la sensiblerie. Comme vous, je tombe parfois à la radio ou à la télévision sur tel débat où le communiste de service, sarcastique et supérieur, cadenassé dans une dialectique et une mauvaise foi inexpugnables, fait en cinq minutes plus de mal à sa cause que vingt discours du plus talentueux bouffeur de rouges. Je sais bien, surtout, que j'appartiens à la génération qui a subi la tentation communiste, y a sacrifié ou non mais garde, de cette idylle, une vieille tendresse un peu larmoyante.

Entre 1944 et 1947, la tentation d'adhérer au P.C. fut, pour les jeunes gens, pure, alléchante, lyrique, salubre. Plus tard – en fait, dès le « coup de Prague » de 1948 – tout se compliqua, ou se simplifia. Le Malraux de *La Condition humaine* devint celui du R.P.F. et les garçons qui, comme moi, avaient vacillé mais non succombé à l'entreprise de séduction, poussèrent

un ouf de contentement. L'avenir allait démontrer notre bon sens : n'ayant pas « adhéré », nous ferions l'économie de ces crises de conscience, autocritiques, retournements, déchirements et trahisons qui allaient pendant plus de dix ans secouer le parti communiste et occuper l'intelligentsia française. Du même coup nous allions – nous que nul besoin de nous « blanchir » ne bousculait – garder intactes en nous cette sympathie, cette estime pour l'homme communiste, que je tente ici d'évoquer pour vous. Vous qui, arrivé quelques années plus tard à l'âge où l'on se jette aux idées, avez probablement ignoré cette rêverie généreuse, les chansons de Yupanqui et d'Yves Montand, les petits couplets antimilitaristes de Mouloudji, *L'Espoir* à la cinémathèque de l'avenue de Messine, le duel François Mauriac-Pierre Hervé, les cinq-à-sept de la Maison de la Pensée française, Aragon en Savonarole poétique et conjugal, la découverte de Nazim Hikmet et de Pablo Neruda : un morceau, et pas le moins savoureux, de notre jeunesse...

Une halte

Arrêtons-nous un instant.

On ne devrait jamais parler de politique, ni en écrire, sans lever de temps à autre les yeux sur le paysage. Je vous l'ai dit, l'envie de m'adresser à vous m'est venue en voyant ce film qui vous montrait sur les routes et dans les villages de Corrèze, parce qu'on y devinait un homme *réel*. Si vous n'avez pas eu d'occasions, comme je le déplorais tout à l'heure, de vous frotter à la société du combat ouvrier et de ses alentours, vous savez le secret de l'autre contact, avec la France un peu oubliée des bourgs, des petits métiers, qui malgré la tempête de ces vingt dernières années frappe davantage par sa pérennité que par son bouleversement. Dans ce film, vous aviez un peu l'air de traverser en coup de vent une photographie de Cartier-Bresson. Il y a quelques années j'ai eu la joie de composer, avec Cartier-Bresson justement, un gros album qui s'est intitulé, quel programme ! *Vive la France*. (Nous prenions l'expression à la lettre, bien sûr, et tout le livre était une conjuration, une prière pour que ne disparaisse pas ce pays immémorial, en apparence immobile, aux anciennes saveurs et aux ordres secrets, que je voyais Cartier-Bresson, quand je l'accompagnais, détecter, repérer, *susciter* avec un flair de chien truffier. Devant son petit Leica usé par un très long usage, on eût dit que les rues, les sorties de messe, les marchés se mettaient à ressembler à ses photographies...)

Depuis quelques jours, travaillant à cette lettre, je me suis acagnardé dans un coin de Provence, au pied des Alpilles, dans une vieille maison au-dessus de laquelle passe très vite un grand ciel froid plein des tumultes du vent. Quand j'en ai assez d'écrire je vais marcher dans la campagne, qui est

ici partagée entre les cultures maraîchères dans les fonds irrigués, et la rocaïlle où s'accrochent des oliviers. Terre dure, rebelle à l'homme dès que l'eau cesse de l'attendrir, de la faire chanter. C'est décembre et le pays est désert ; le froid me pique les yeux ; je cherche en marchant les mots pour vous parler. Et – comment exprimer cela ? – je sens peu à peu que le paysage, les platanes plus sculptés que des bois flottés, les cyprès maladifs des haies, les touffes de roseaux au bord des roubines – tout cela pénètre ce que je vous écris, devient ce que j'écris. *C'est le même sujet*. Les mots de l'affrontement politique – ces mots si faciles à saisir, que l'on attrape comme une fièvre et qui doivent bien être louches en quelque façon pour s'offrir si volontiers – ces mots des journaux et des parlotes reprennent sens et fierté parce que je les laisse longtemps flotter dans le paysage, y chercher du parfum.

Je ne veux pas céder à des effets commodes, mais il me semble que tout ce que j'essaie ici de vous dire gagnerait à être soumis à l'épreuve de cet air vif et rude. On ne devrait garder, d'un texte, que ce qui a résisté à la solitude, au ciel que lave le vent, à l'opiniâtre vie des villages tapis au versant abrité des collines. Les gens comme moi – et comme ceux qui composent ce qu'on nomme « le personnel politique » –, gens de Paris, gens de paroles et de commentaires, nous oublions sans cesse tout cet immense morceau de la vie. Quand je bavarde avec les habitants des régions où je m'enfonce pour travailler, je découvre qu'existe réellement, fortement, cette exaspération antiparisienne dont je pensais qu'elle n'était qu'un thème – un de plus – pour les variations électorales. Mais non : il est vrai qu'on nous redoute, qu'on voudrait bien nous rouler. Il est vrai qu'une flamme goguenarde ou coléreuse s'allume dans les regards si nous abordons certains sujets. Nous avons peu à peu « décollé » d'une partie de la réalité française.

Cette immense réserve de lenteur et de patience qui si longtemps a servi de contrepoids aux élans parisiens, qui a stabilisé nos tangages électoraux,

fourni sa chair à l'infanterie, puis ses contingents résignés à l'industrie, voilà qu'elle bascule à son tour vers les excès, les colères. On lit sur les murs des slogans hostiles à notre argent et à notre présence. Une fois faite la part de la mode et de la fougue juvénile dans les réveils régionaux, reste l'évidence de mouvements inimaginables il y a un demi-siècle. De façon surprenante, les élégies de la Révolution nationale avaient préparé le terrain à l'agitation gauchiste d'aujourd'hui, pour y faire « venir » la plante sauvage des autonomismes. On peut passer quelques années à ne pas voir *grandir* un mouvement, à le traiter par le sourire, un moment vient forcément où l'on doit répondre à ses questions. Nous ne sommes pas loin de ce moment-là en ce qui concerne les régions et leur volonté de respirer plus librement.

Parce que vous avez eu la formation des grands commis, si appréciée il y a vingt ans mais peu à peu devenue sujet de grogne ou de moquerie, on a tendance à voir en vous un de ces manitous glacés, omniscients, omniprésents, qui apparaissent comme les « occupants » parisiens de la France, les symboles de la toute-puissance de l'État-préfet, de l'État-patron, de l'État-planificateur. Vous n'avez pourtant pas leur style ni, me semble-t-il, leur langage, leur distante et savante sollicitude ! Mais enfin vous restez un produit, peut-être vaguement hétérodoxe mais un produit tout de même, de la pépinière redoutée. Vous auriez avantage à vous défaire tout à fait de cette peau-là, à vous démarquer de la caste de hauts fonctionnaires dont vous êtes issu, à ne pas la laisser noyauter votre mouvement ni croître et se multiplier autour de vous. Vous êtes encore à ce moment d'une vie – d'un destin ? – où l'on peut choisir entre plusieurs images de soi. Soyez plus corrézien que parisien. Plus charnel que cérébral. Plus encore que d'un homme fort les Français ont besoin d'un homme fruité, savoureux, enraciné. L'X et l'E.N.A. sont à l'Élysée, c'est donc un autre rôle qu'il vous faut jouer. Un rôle que personne ne sait plus occuper en France, Lequel ? Regardons-y de plus près.

OceanofPDF.com

L'autre France

Naguère le P.C. a eu Jacques Duclos, que les Français, qui croyaient reconnaître en lui un peu d'eux-mêmes, ont bien aimé. Cette dilection indique une nostalgie, un besoin dont celui qui les comblera tirera beaucoup d'amitié.

Des hommes comme vous – et l'on peut le redouter pour eux – n'ont plus de temps pour la flânerie. Si vous vous promenez en France, j'imagine qu'on vous reconnaît partout où vous vous arrêtez : chaque bavardage devient alors pour vous une sorte de visite électorale et, pour vos interlocuteurs, un examen de la bête curieuse. Or, quel autre moyen de comprendre un pays existe-t-il que de se laisser porter par lui, pénétrer par lui au hasard de la route et des haltes ? Dans les cafés de campagne, où des hommes sont toujours réunis autour d'une table ou au comptoir, quand entre un inconnu qui porte sur soi la rougeur du froid et l'ankylose du voyage, on se tait. On le regarde par en dessous. Qui est-il, ce Parisien ? (Il y a toujours quelqu'un pour lever un coin de rideau, jeter un coup d'œil au-dehors : on cherche à apercevoir sa voiture, à lire la plaque minéralogique...) À ce moment, s'il est civilisé, le voyageur doit savoir se faire transparent. Surtout ne pas chercher, avec la fausse familiarité de l'étranger, à jeter un pont au-dessus des gouffres insoupçonnables qui le séparent des hommes du pays ! Au bout d'un moment, s'il a su se taire et se fondre dans le gris de l'air, autour de lui, peu à peu, reprend la conversation. D'abord une exclamation, un rire, une blague incompréhensible qui fait encore lever sur lui, à la dérobée, un regard. Puis bientôt l'animation renaît, le naturel revient : on l'a oublié. Assimilé, accepté ? Non : provisoirement oublié.

Beaucoup plus tard, s'il a demandé à dîner, s'il est resté attablé, quand il repoussera son assiette et allumera une cigarette, peut-être le patron viendra-t-il lui dire un mot, lui demander *d'où il vient*.

Ce rituel si lent, si compliqué, doit précéder toute approche, toute envie – même la plus chaleureuse – d'établir un contact. Il nous fait sentir la grossièreté des jugements d'ensemble, des sondages d'opinion, des programmes simples. La France des cravates et des pardessus ne prend guère le temps, avant de décider de son sort, de connaître la France, si lente, des cafés du bord de la route.

Au long de mes voyages – qui n'en sont pas : plutôt une certaine façon de glisser à travers les cartes, les paysages, selon la pente du temps, avec un détour pour un mamelon couvert de forêt, vers un toit aperçu au-dessus d'un bouquet d'arbres – l'envie m'est souvent venue (et ces jours-ci encore) de m'arrêter et de goûter la saveur de la vie, ici ou là, où rien ne me disposait à demeurer. Je me serais encaïminé dans une anse d'une société inconnue de moi, j'aurais conquis la confiance de mes voisins, je me serais fait accepter. J'imagine que des romans fussent nés ainsi, abrités dans un pli de la vie comme sont abrités les villages dans un repli de terrain.

Au lieu de quoi me voilà en train de secouer tous ces mots qui ne sont pas tout à fait les miens...

Pourquoi ?

C'est que j'ai un peu mal à la France. Pardonnez l'excès un peu « Verdurin » de la formule et son ronflement ! Comment dire cela autrement ? Il fait si intimement partie de mes songes, de mon langage, de mon travail, de mes rages que je ne puis pas à volonté fourrer mon pays dans un tiroir comme un manuscrit en panne. Il se débat, il manifeste sa présence. J'ai mal quand on l'enlaidit, le défigure. Je ne traverse plus les paysages français sans que mon cœur se serre : de séjour en séjour, où que j'aille, anarchie et laideur ont gagné. Une ferme vendue, un héritage refusé, une terre morcelée, et voilà que surgissent, du champ devenu chantier – et

chantier qu'on ne terminera jamais tout à fait – une nouvelle bicoque, un « pavillon » triste et mal fichu, le même en Picardie ou en Sologne, en Bretagne ou au pied du Lubéron. Certains actes expriment mieux que d'autres la vérité d'une vie, le caractère d'un pays. Bâtir une maison est de ceux-là. Si l'on se fie à ce qu'il enseigne, la société française est malade. Vingt années de relatif enrichissement l'ont irrémédiablement altérée. Le plaisir d'y vivre s'y égratigne à chaque instant à cette laideur nouvelle, multiforme, envahissante, inséparable, dirait-on, de notre espèce de prospérité... Il est impossible que la laideur ne soit pas un symptôme. De quel mal ? Et vous préoccupez-vous, homme politique, de ce mal-là ?

Comment la « vocation » vous est-elle venue ? Hier je bavardais non loin d'ici avec un des dirigeants de l'actuelle Opposition. Il évoquait tel ou tel de ses camarades. De l'un il me disait le désir passionné de faire carrière. De l'autre, qui avait d'ailleurs retourné sa veste, il m'expliquait la soif sauvage du pouvoir, et du pouvoir quel qu'il fût, rouge ou noir, on déciderait plus tard... Dans chaque parti j'imagine qu'un homme lucide et revenu de pas mal de voyages aurait des raisons de parler ainsi. Mais hier je me demandais plutôt comment fonctionne le moteur, de quand date, dans vos vies, le petit déclic qui a tout déclenché ? Lui, mon interlocuteur, me disait : « Les hommes intelligents ne font pas forcément de bons animaux politiques. La politique, c'est de l'action. Il faut savoir décider vite, avec courage, et posséder un flair. On l'a ou on ne l'a pas. »

Tout le monde le dit et peut le voir : vous l'avez. Mais comment l'aventure a-t-elle commencé ? La seule ambition ? On parvient mal à le croire. L'enchaînement de vos études, d'un premier poste, puis d'un autre, d'où l'on observe les hommes de pouvoir, en découvrant que l'on pourrait faire ce qu'ils font, et aussi bien qu'eux ? C'est encore bien terre à terre. Il est difficile de croire aux grandes aventures que ne soulève pas une folie, une démesure. Je voudrais comprendre votre démesure à vous. Quel carburant mettez-vous dans ce formidable moteur ? Si par malheur vous

exprimiez seulement, dans votre mouvement en avant, une sorte de frénétique et inlassable vitalité, j'aurais davantage de peine à croire à votre *destin*. Il ne resterait qu'une *carrière*, ce qui appartient à l'ordinaire de la vie.

Ce n'est pas un hasard si je vous pose la question à la suite de mes promenades. Mon rêve serait de vous imaginer humant l'air du pays, tâtant sa terre de votre main. Un patriotisme qui ne serait pas en quelque façon charnel, quelle abstraction ! On doit se sentir le paysan et le propriétaire de son pays, sinon pourquoi le défendrait-on, l'aimerait-on ?

OceanofPDF.com

Votre discours du 5 décembre

Le grand problème, vous le savez, c'est le ton. En posséder un, en inventer un. Celui du général de Gaulle, poli, creusé, fertilisé au long des années, assura en partie son empire. Depuis lors chacun, chez vous, mesure le problème et bricole ses solutions. Valéry Giscard d'Estaing possédait le sien de formation – on a envie de dire : de naissance. Un ton qui a pour particularité d'être anti-éloquent, antipolitique. Il l'imposa à ses collaborateurs : absence de trémolos, refus du coup d'archet, du vibrato. D'où une formidable crédibilité. Mais il faudrait, dans ce registre-là, ne prophétiser qu'à bon escient. Une promesse non tenue, un optimisme démenti par les faits, s'ils ont été exprimés dans les débordements de la rhapsodie parlementaire, cela passe. Le mensonge est déclamatoire et sonore, c'est bien connu. Mais un programme détaillé d'une voix froide, sur le ton de la compétence et de l'évidence, il faut à tout prix le respecter. Giscard a tenu un pourcentage honorable de ses promesses, mais hélas il les avait faites avec la mimique et l'intonation du haut fonctionnaire sûr de son dossier ; cette écrasante discrétion ne lui a pas été pardonnée.

Autre exemple : observez François Mitterrand. Il a commencé par souffrir, justement, de la fausseté de sa mimique. Tout en lui dérapait, inquiétait : le sourire, les yeux, la voix trop cassante. Il s'est complètement refondu, réinventé. Il est, pour le public, devenu en quelques années un autre homme. Et je ne pense pas seulement à son regard, qu'il a fixé, à sa bouche, qu'il a contrainte à cette gravité de vieux loup si réussie, mais au contenu même de son discours, à cet affleurement de « la vérité la plus profonde » que les citoyens croient ou espèrent discerner chez les hommes

publics. Nous avons vu surgir, de ses succès plus que de ses épreuves, ce néo-Mitterrand rustique, contemplatif, qui a enveloppé le vieux polémiste redouté et qui a séduit les Français : il avait « trouvé le ton ». Désormais, quand il apparaît en public – à la télévision par exemple – il peut avoir avantage à mettre une sourdine à son vrai talent, qui est tout de cruauté et de sarcasme, pour montrer de lui un reflet bonhomme, et un côté « prière sur l'Acropole » adapté aux horizons et aux besoins du terroir. Mitterrand est devenu l'historien de son aventure et le jardinier de la France. C'est François d'Assise doublé d'un vieil étudiant bien plus calé en économie politique que ne l'imagine le professeur Barre. Tout cela, me direz-vous, c'est le *talent* ? Pas seulement : savoir trouver, à un certain moment, la longueur d'onde de la sensibilité nationale est une réussite plus profonde, en tout cas d'un autre ordre.

Revenons à ce discours-fleuve du 5 décembre.

Tout le contenu en est bon, juste, honnête, sérieux – rien n'y est oublié, toutes les promesses sont faites et tous les écueils à l'avance repérés – mais le ton n'y est pas.

C'est un discours-devoir, là où peut-être nous attendions un discours-poème ou, si vous préférez, un discours-fanfare. Vous avez voulu tout dire, tout promettre, tout expliquer : sans doute fallait-il choisir un thème, un seul, et le traiter à l'acide. Un programme, des mises au point apaisantes, une revue de détail des « problèmes pendants » : c'est l'affaire d'un bulletin, d'un communiqué, de tout sauf de cette *fête* organisée par vous et pour vous de main de maître. Tous ces braves gens un peu énervés attendaient la mobilisation générale et vous les renvoyez dans leurs foyers. Un discours de ce genre devrait faire date. Rappelez-vous une fois de plus de Gaulle : on dit encore, des années après, « le discours de Brazzaville », « le discours de Bruneval », « le discours de Phnom-Penh ». Le 5 décembre, les gens étaient venus pour une bataille d'Hernani et vous leur avez joué une bonne vieille tragédie du répertoire. (Vous avez un peu le lyrisme

« Odéon »...) Vous savez mieux que personne qu'une aventure politique comme la vôtre est faite pour moitié de courage et pour moitié de théâtre. À vous de ne rater aucune représentation. Même les « petites phrases » de M. Séguy sont un exemple de bon spectacle. Votre départ de l'Hôtel Matignon, commenté en vingt mots lâchés sur un ton exaspéré, d'une voix *blanche*, était un modèle du genre. À la Porte de Versailles vous avez mieux réussi votre « salle » que votre programme : songez-y la prochaine fois ! Entre devenir le jeune papa des Français ou rester Bonaparte au pont d'Arcole, il faut choisir : il faut choisir de ne ressembler à personne. Et surtout pas au quadragénaire à poigne du parti des manteaux d'astrakan.

OceanofPDF.com

Quel temps fait-il à Paris ?

Arrivé à ce point de ma lettre j'en ai interrompu le cours et suis « remonté » à Paris. Je ne voulais pas l'écrire entièrement dans l'éclairage provincial et campagnard, dont j'ai dit combien il vous avantage. La Corrèze vous est aussi favorable au teint que les bougies sont réputées l'être à celui des femmes. Je suis donc redevenu parisien.

Je n'ai pas claironné que je vous écrivais, bien sûr, mais j'ai tendu l'oreille : on parlait encore beaucoup de vous. Dans les dîners, les conciliabules de gens informés, les chuchotements des progressistes à cigare de M. Davidoff dont quelques-uns sont de mes amis, partout votre nom circulait. Jolie réussite. Hélas, il ne m'a pas semblé qu'on vous portait beaucoup dans les cœurs. Soyons honnête : ce n'est vraiment pas « in » de vous soutenir. Même ceux de mes interlocuteurs que j'ai connus farouches gaullistes, pompidoliens matois, et pas giscardiens pour deux sous – en somme : votre clientèle – même ceux-là mettent leur point d'honneur à vous brocarder, à vous redouter. En tout cas personne, parmi les gens que j'ai rencontrés, ne semble croire à vos chances – c'est-à-dire à celles de la Majorité. Nous nous apprêtons à fêter la Noël de 1788...

Comme vous n'avez pas su, jusqu'à ce jour, émailler vos discours, à Strasbourg pas plus qu'à la Porte de Versailles, de ces formules heureuses et juteuses que l'on presse voluptueusement dans les conversations, c'est d'autres « mots » que l'on parle. Par exemple d'un nouveau titre désabusé de Pierre Viansson-Ponté : « Tout peut arriver », écrit-il. Comme il est l'auteur du célèbre « La France s'ennuie » du printemps 68, on tend l'oreille. On tend l'oreille, si j'ose dire, en baissant les bras. Cette fameuse

bourgeoisie que l'on dit si agressive, si sûre de son fait, en vérité doute d'elle et s'apprête à renoncer. Agacée par les réformes du président – de « petits changements », dit dédaigneusement le même Viansson-Ponté – et sûre qu'elle a été trahie par un fils trop doué ; obscurément convaincue par les profs de ses enfants et les journalistes élégants qu'elle est historiquement coupable et condamnée, elle se berce en cette fin d'année 76 de l'amère musique du désabusement. Tout est en train de se passer comme si une société rongée de l'intérieur découvrait qu'elle n'est plus qu'apparence et acceptait son prochain écroulement. On dit beaucoup que les Chinois ont tout fait, ces récentes années, pour faciliter le passage de la drogue d'Orient en Occident, et que cette lente contamination résulte d'une intention politique. « La guerre de l'opium », en somme. La façon dont la pensée, l'art, la littérature, la pédagogie des nations les plus évoluées ont annexé et exploité depuis un demi-siècle les valeurs d'autodestruction et de culpabilité, la façon dont peu à peu un comportement suicidaire est devenu comportement officiel, non seulement d'une classe mais d'un morceau du monde – le plus inventif, le plus doué et arrogant : voilà un opium autrement plus entêtant et subtil que l'autre. Il y a un demi-siècle que l'Occident « tire sur le bambou » de sa décadence et porte allégrement tous les péchés de l'Histoire : il faudra bien finir par en vivre les conséquences. Peut-être est-ce pour demain ?

Ce n'est pas exactement cela que le général de Gaulle appelait la « vachardise » française. Il pensait plutôt, lui, à cette variété resquilleuse et rouscailleuse de veulerie qui, en effet, est une spécialité bien de chez nous. En train de s'épuiser, peut-être : ce fut le grand mal des années trente à quarante, une séquelle de l'épuisante Grande Guerre et des folles années qui l'ont suivie. La maladie des salons, des chaires, des journaux et des « artistes » est aujourd'hui d'une autre sorte. Elle consiste à profiter d'un ordre que l'on s'acharne à détruire, à être à la fois les bénéficiaires et les ennemis d'un système. Entendons-nous bien : vouloir abattre l'actuelle

société, rien de plus légitime ! Mais à la fois la traire et la harceler, profiter des libertés qu'elle offre pour travailler à la remplacer par une autre qui ignorera ces libertés : il y a là un ensemble de malhonnêtetés, de sottises et de naïvetés qui règne, justement, à Paris, et contre lequel vous pouvez être aujourd'hui notre unique remède. Comme nous savons qu'il ne sert à rien de poser un cautère sur une jambe de bois, nous acceptons assez volontiers que vous soyez, vous, le remède de cheval. En effet, « tout peut arriver ». Mais dans « tout » il y a aussi le pire, et l'on peut ne pas être curieux ou bête au point de vouloir le pire avec le soi-disant meilleur.

Le grand argument de ceux qui ricanent en ce moment de votre entreprise est celui-ci : « Chirac, c'est trop risqué. » Risqué pourquoi ? « Parce que, des crises, surgissent toujours les redoutables "pouvoirs forts". Regardez : de l'ébranlement de 1929-1931 sont sortis les fascismes. Attention, l'Histoire peut recommencer ! » À quoi l'on est tenté de répondre – mais ce serait très mal vu – qu'au Front Populaire a succédé l'écrabouillement de 1940 et qu'il serait tout aussi facile et peu honnête de dire que de 1936 « sont sortis » la défaite de 40 et Vichy. Il serait peut-être plus utile, pour un homme de votre caractère et situé là où vous êtes, de poser une question autrement réaliste et dérangeante. Celle-ci : la France veut-elle tellement « être gouvernée au centre » ?

C'est là une vérité d'évangile pour beaucoup de Français. Quand ils rêvaient d'un centre gauche ils se tournaient vers Herriot ou Mendès France, voire Edgar Faure. Ou bien ils spéculent sur le ralliement du parti socialiste à une partie de l'actuelle majorité. Quand ils rêvaient d'un centre droit ils caressaient Pinay ou votaient Pompidou ou Giscard. Quant à de Gaulle, bon, on le sait, il avait cassé le petit jeu. En d'autres termes il avait mordu, selon l'époque, sur tous les électors, pour se constituer une clientèle mouvante et sur mesures. Hélas il voulut institutionnaliser sa méthode et cela donna notre Constitution. Une constitution qui pousse les Français à se diviser, la France à se disloquer, et qui place au centre du

dispositif un homme chargé, lui, de maintenir l'État et la nation dans une homogénéité remuante et problématique. Le président de la République, modèle de Gaulle, agit à la façon de ces « tirants » métalliques qui soulagent un vieil édifice sur lequel s'exercent une traction, un écartement. La nation est une maison vétuste dont les murs ont tendance à s'écrouler, chacun de son côté. Au président la tâche d'empêcher la dislocation... Mais est-ce cela, « gouverner au centre » ?...

Et seriez-vous, vous, Jacques Chirac, l'homme de cette besogne énorme et paradoxale ? Seriez-vous capable d'aggraver la dislocation pour prendre possession de la maison, quitte ensuite à la tenir embrassée et malgré elle rassemblée ? C'est un travail de géant et vous n'êtes sans doute pas un géant. Tel est l'embarras, quand on veut chausser les bottes du Général. On peut copier sa méthode de conquête du pouvoir, mais on ne peut pas ensuite l'exercer à sa façon... C'est l'évidence, et cette évidence-là nourrit le scepticisme de vos détracteurs, fussent-ils anciens et fidèles gaullistes.

En vérité, le choix est sans doute aujourd'hui entre une France gouvernée à gauche et une France gouvernée à droite. C'est peut-être un triste choix mais pourquoi l'éluder ?

Il faudrait commencer par purger les deux expressions des illusions et des péchés que toutes deux contiennent en abondance. La meilleure droite, c'est la France gaulliste des années 62-67, c'est peut-être la Suisse, c'est peut-être le libéralisme à l'américaine. La meilleure gauche c'est sans doute la Suède, ou l'Allemagne de MM. Brandt et Schmidt... Or, si l'on n'avait à proposer que ces modèles, la compétition serait joyeuse et aérée ! Mais le vrai choix ne se fera pas entre les réussites escomptées ; il se fera entre les risques courus. Préférerons-nous avoir à redouter le Goulag ou les stades chiliens ? Staline ou Salazar ? La bureaucratie grisâtre de l'Est ou les dictatures chamarrées latino-américaines ? La création caporalisée, étouffée, ou les autodafés de livres style Nuremberg ?

Bien entendu, la question ne se posera pas tout à fait en ces termes. On ne choisit pas entre deux maux, deux diables. Mais on peut choisir, dans l'immédiat, entre deux dangers plus ou moins pressants, plus ou moins proches. Qui risque de nous mener le plus vite à la suppression des libertés : vous-même donnant du muscle au ventre un peu mou de l'actuel pouvoir, ou l'allié de Marchais et de Kanapa ? Comme même François Mitterrand est entouré d'hommes qui, par expérience, savent ce qu'il faut penser de M. Kanapa, le procès ne me paraît pas trop difficile à trancher. La preuve est faite que le régime sous lequel nous vivons aujourd'hui, même s'il plaît à vingt-cinq millions de concitoyens de l'appeler « la droite », sauvegarde les libertés. Il serait même plutôt laxiste, considéré du point de vue d'un milicien soviétique, d'un « épuré » de Budapest ou de Prague, d'un solide et vertueux militant communiste. Mais enfin, mieux vaut le laxisme que le gourdin, nous sommes bien d'accord. Le risque de fascisme, si vous l'incarne, me semble des plus mesurés. Quant à vous, vous n'avez participé à aucune de ces entreprises gouvernementales – expédition de Suez, « maintien de l'ordre » en Algérie – qui collent encore à la mémoire et au passé de pas mal de vos adversaires. Il n'y a aucun cadavre dans votre placard. L'idée que vous seriez demain un fossoyeur de nos libertés peut donc être considérée comme une aimable apostrophe pour préau d'école, un soir que la campagne électorale bat de l'aile et que deux douzaines d'auditeurs ont trop froid aux mains pour applaudir. Si vous êtes la droite, va donc pour la droite ! Et si l'avenir de l'humanisme et les lendemains qui chantent doivent être atteints par un chemin que tracera M. Kanapa, non, merci aux lendemains qui chantent. C'est aussi simple que cela, et ceux qui expliquent que c'est très compliqué veulent seulement noyer le poisson ou nous obliger à jouer avec eux les apprentis sorciers. Croyez-moi, Monsieur le député de la Corrèze, l'important n'est pas qu'on vous colle ou non au cou l'étiquette infamante. Si tout ce que nous détestons prend et monopolise le nom de gauche, et si le contraire de la gauche est la droite, eh bien, soyez

un homme de droite et moquez-vous de cette vieille superstition des appellations contrôlées. Contrôlées par qui ? Pour abattre le chien Chirac on l'accuse d'être enragé : en êtes-vous encore à vous offusquer du procédé ? Quand M. Kanapa était d'accord pour qu'on pendît Slanski et qu'on humiliât Artur London, il les laissait traiter de canailles sionistes, de cosmopolites, de vipères lubriques ; aujourd'hui que son vent a tourné il l'appelle « camarade Gérard ». Demain London sera de nouveau chien, vipère et enragé – il l'est déjà pour les maîtres de son pays : êtes-vous homme à entrer dans ces abominations, ces retournements d'injures, cette façon affreuse de *nommer* qui l'on veut perdre, rituellement, le mot entraînant la culpabilité, puis la condamnation ? Vous n'êtes et ne serez pas plus un « fasciste » que n'étaient des « SS » les pauvres flics de mai 68 que des gamins couvraient de cette injure. Mais la peur règne si despotiquement, de se voir affublé de la marque avilissante, que les beaux esprits qui vous raillent feraient tout pour rester calfeutrés dans la douillette rose dont la mode les a enveloppés.

À propos d'un revenant

Si on lit cette lettre dans un an ou deux, sans doute s'étonnera-t-on de voir surgir ici ce Jean Kanapa, qui fit naguère les beaux jours de la polémique mauriacienne et que l'on avait probablement oublié. Rendons hommage au parti communiste : il faut un bel orgueil pour ressusciter Kanapa en pleine période pré-électorale ! Oui, de l'orgueil, plus encore que de l'habileté. L'habileté, elle eût consisté à laisser oublier les vieux staliniens mal repentis, à jeter le manteau de Noé sur leurs propos d'autrefois, leurs errements, leurs violences verbales. Au lieu de quoi, puisque ses adoucissements ne lui ont pas apporté les bienfaits escomptés, le P.C. depuis un moment s'est ressaisi, autrement dit s'est crispé. L'opération « portes ouvertes » n'a pas été payante ? Qu'à cela ne tienne, on referme les portes, on baisse la herse et l'on fait remonter aux créneaux les guerriers chevronnés, rompus à toutes les acrobaties dialectiques. Histoire de voir si par hasard la dureté doctrinale, même enrobée de chocolat printanier, ne serait pas plus profitable au Parti que cette émolliente alliance avec le lecteur de Lamartine, que ce perpétuel et jaune sourire que les maîtres du P.C. se sont accroché au visage depuis quelques années. Nouvelle ruse ? Habile retour aux sources ? Il y a de cela, mais l'on ne peut s'empêcher de saluer assez gaiement le retour sur le devant de la scène de vieux comédiens accablés par tant de changements de rôle. Ils risquent de nous servir un texte au lieu d'un autre, Staline au lieu de Brejnev, Daix ou Hervé au lieu d'Andrieu, Garaudy au lieu de Leroy. Ils ne vont plus s'y retrouver ! Vont-ils bafouiller, hésiter ? Ce serait mal les connaître. Ils « enchaînent » avec un stupéfiant naturel, satisfaits, au fond, d'être restés

les mêmes et de symboliser aujourd'hui cette vertu de leur Parti qu'ils n'ont jamais mise en doute : sa permanence. Ils vont même plastronner, on peut compter sur eux. Quant au pauvre François Mitterrand, qui se croyait l'allié d'un P.C. *new look*, blanchi, rénové, dédouané, le voilà qui se retrouve l'ami de M. Kanapa, cauchemar qu'il n'avait jamais osé faire dans ses plus sombres nuits...

Le sort, qui est joueur, et cette espèce de vieille increvable « honnêteté » du P.C. (finir par montrer son vrai visage), vous offrent là, Monsieur le député de la Corrèze, une arme inattendue que vous seriez bien inutilement généreux de raccrocher au râtelier. J'ai beau ne pas vous encourager à la polémique, il me semble qu'il faut savoir tirer quand l'adversaire vous désigne une cible avec autant d'innocente obligeance.

OceanofPDF.com

Un portrait sans complaisance ?

J'ai écouté parler de vous des hommes qui ont travaillé sous vos ordres, ou qui collaborent d'assez près à votre action, ou qui vous ont suivi dans vos déplacements. Peu à peu, de ce qu'ils disent volontiers de vous, un portrait se dégage, encore un peu flou, vague, mais plutôt attachant. Je sais qu'en l'évoquant je sors du cadre que je m'étais tracé : vous écrire sans vous connaître mieux ni autrement que n'importe quel citoyen. Mais outre qu'il est difficile de se boucher les oreilles, il y a quelque chose à tirer, me semble-t-il, de ces croquis familiers, assez différents du portrait journalistique et officiel qui a été répandu de vous.

Sur un point tout le monde s'accorde : vous êtes infatigable, travailleur, ponctuel, précis, etc. Vos colères ne sont pas méchantes. C'est bien. Mais vos idées ne seraient pas très assurées : c'est plus inquiétant. Vous seriez, comme on dit, une superbe « structure d'accueil », admirablement adapté à écouter les avis et les conseils et à les faire vôtres. N'est-ce pas là une définition de tous les vrais animaux politiques ? Ils possèdent la force, la volonté, plus que la doctrine. Ils sont des machines à conquérir le pouvoir, un peu comme Edgar Faure avoue être une machine à gouverner, un *instrument* politique parfaitement efficace et disponible.

Il est rare qu'un doctrinaire devienne un homme d'État. Lénine, Mao et, dans une moindre mesure, de Gaulle, conquièrent les moyens de mettre en œuvre leurs idées. Ce sont les étoiles de première grandeur. Le plus souvent, les princes qui nous gouvernent n'ont ni idées, ni caractère. De

sorte que l'épreuve du pouvoir, pour la plupart des hommes publics, est une période confuse, désordonnée, au long de laquelle se succèdent pétitions de principe, expédients, explications *a posteriori*, improvisations. Quant aux détenteurs d'idées solides et arrêtées, ils accèdent rarement aux affaires : on se demande quel président du Conseil eût fait Charles Maurras... L'hypothèse paraît absurde, preuve qu'au plus profond de nous, nous ne croyons pas qu'il soit raisonnable de porter au pouvoir les hommes d'idées. (Celles du général de Gaulle consistaient, pour l'essentiel, en un empirisme à la Machiavel au service du mépris des hommes et de la religion nationale : le *réalisme* n'est pas une idéologie, c'est une méthode...)

Nous ne nous inquiétons donc pas trop de vous imaginer un peu court sur la doctrine. Vous avez, c'est l'essentiel, ce qu'on eût affectueusement appelé « la tripe républicaine » sous la défunte Troisième. Ce bon vieux radicalisme au fumet de spécialité régionale, sans vouloir faire de sentiment, reste un des plats de résistance de la gastronomie politicienne. Comme je n'ai pas la superstition de mon époque, je me méfierais davantage des maîtres queux novateurs que des cuistots à l'ancienne. Les mirobolants font illusion un moment, mais ils ne trompent durablement que des dames énamourées ou des Parisiens des beaux arrondissements. Il ne faut pas porter le XVI^e au pouvoir ! C'est une tentation que nous n'avons que trop frôlée, à supposer que nous n'y soyons pas tout bonnement tombés... Mieux vaut un Berrichon ou un Auvergnat un peu rustaud que le plus brillant sujet de Passy, dès lors qu'il s'agit de chauffer cette froide mécanique française et – du même mouvement... – de calmer ces grands sensibles, volontiers raisonneurs et furibonds.

Puisque nous en sommes à tenter une fois de plus, de vous, un portrait véridique, revenons sur cette affaire du *brillant*, qui occupe tant les têtes françaises.

On ne vous soupçonne pas trop d'être un fort en thème, une tête d'œuf – formules qui expriment à la fois, chez nous, la fascination vaguement

envieuse, la méfiance des bûcheurs pour les doués, et l'hommage dû à tout homme qui s'élève par le talent. Dans la mythologie nationale vous êtes un costaud, non un virtuose ; un fonceur, un gagneur, non un prix d'excellence de droit divin. Cette terminologie complimenteuse et très légèrement péjorative est une de vos chances : dans un pays passionné de guillotine, il est dangereux de manifester des vertus élitaires, de se hausser le col et de dépasser les autres d'une tête. Vous êtes dans le lot, dans la biffe, dans le peloton. Un Poulidor qui gagnerait ses courses : équation magique, combinaison idéale !

Mais si nous poussons les choses plus loin dans cette direction nous arrivons vite aux questions embarrassantes, aux doutes.

Je ne vais pas y aller par quatre chemins : on peut se demander si vous ne vous battez pas un peu trop en avant de vos positions. Possédez-vous, comme on disait naguère dans les familles, « le bagage » nécessaire pour le poste envié ? Le poste, direz-vous, vous l'avez déjà occupé. Et plus de deux années. Ce n'est pas tout à fait exact : vous étiez brillant second, auxiliaire précieux, exécutant déterminé – vous voulez être aujourd'hui éveilleur, inspirateur, rassembleur. Ce n'est pas le degré du dessus dans une échelle, le grade supérieur dans une hiérarchie : c'est un saut dans l'inconnu, un passage qualitatif que vous tentez, vous à qui ont jusqu'ici réussi toutes les compétitions quantitatives. Vous avez su avoir plus d'énergie, plus de lucidité, plus et moins de fidélité que les autres, et vous les avez précédés. Saurez-vous demain être *différent* des autres ? Il y a deux façons, en démocratie, de gouverner : en étant le modèle le plus conforme, l'archétype parlementaire et idéologique, le portrait-robot du politicien moyen ; ou en étant au contraire radicalement différent des hommes que l'on veut dominer et conduire. En rassurant ou en inquiétant. Je vous fais l'honneur de croire que vous avez choisi déjà le second style, celui de dérangeur. Mais saurez-vous l'adopter ?

Un brouillon ?

Dans une lettre assez semblable à celle-ci, un observateur politique, survolant votre carrière, en remarquait la banalité honorable : bon milieu, bonnes études, bons rangs, bonne santé, régulière et raisonnable progression jusqu'aux places d'honneur. Aucune surprenante aventure, aucune faille, aucun vertige apparent. Même « votre » guerre – en Algérie – n'a pas été de celles que l'on assume sans embarras et que l'on revendique un jour hautement. Vous n'auriez été jusqu'à présent, en somme, ni fulgurant ni maladroit.

Ce point de vue est-il juste ? Après tout, on ne compte pas sur les doigts d'une main les Premiers ministres de quarante ans. Dire que vous avez eu une carrière ordinaire, c'est faire bon marché du succès et du naturel. Arriver aux premiers rangs à votre âge, mais en donnant l'impression que rien n'est plus banal : voilà le tour de force ! Mais on voit bien ce que M. Viansson-Ponté voulait dire : *vous ne l'épatez pas*. J'essaierai de formuler cela autrement : on a peur que vous ne soyez encore qu'un brouillon d'homme d'État.

Les élèves soigneux, de mon temps, rédigeaient à la diable un brouillon et « mettaient au propre » leur copie avant de la rendre. Ce brouillon contenait tous les coups de génie de l'inspiration, les grâces de la hâte et les imperfections de qui sait avoir le temps de se relire avant d'être jugé. En le recopiant on élaguait, on limait les formules trop sonores, on calligraphiait les majuscules, on faisait un peu la retape devant son travail afin de séduire un correcteur morose. Eh bien, c'est assez cela : vous paraissez vous être jeté dans la bataille du plus grand concours sans avoir pris le temps de vous

« mettre au propre ». Votre charme, votre désinvolture, votre vitesse appartiennent à la catégorie des notes griffonnées à toute allure, des pages empilées dans la fièvre, des raccourcis, des indications en style télégraphique. Votre hâte ni les circonstances ne vous ont laissé le temps de figurer. Vous avez grimpé, bataillé et gouverné jusqu'en 1976 « au brouillon ». C'est la première fois que vous disposez d'un peu de recul et de temps. Entre août et décembre de cette année 76 où votre destin peut-être s'est dessiné, vous avez calculé, préparé, peaufiné votre coup. La manœuvre à laquelle, depuis quinze jours, nous assistons, c'est votre première copie « léchée ». Et voilà que brusquement nous nous demandons si vous n'êtes pas l'homme de l'improvisation, du coup de gueule et d'éclat, plutôt que le coureur de fond, machiavélique et inspiré, dont nous rêvons... « Du culot, encore du culot, toujours du culot ! » : jouer les Danton chahuteurs, c'est encore relativement facile. Mais c'est d'un Mazarin, d'un Richelieu que la France a besoin. Une peur me vient, à bien vous observer, que le jour venu M. Mitterrand ne vous mange comme fit le Général, à Alger, de cet autre général à la moustache en croc : feuille à feuille, comme un artichaut.

On mûrit lentement en politique. La bourgeoisie et la Majorité offrent à leurs fils les plus vaillants des filières, des forceries, des alliances. Elles leur font la courte échelle pour les porter, frais encore et roses de plaisir, au sommet. Mais ils n'ont guère eu le temps de s'aguerrir... La génération s'épuise, des grands caïmans politiques longtemps assoupis, un œil ouvert, dans la boue de tous les marigots parlementaires. Disparaissent aussi, un à un, ou vieillissent dangereusement, les anciens combattants, les anciens résistants, les anciens libérateurs, les anciens libérés. Le temps approche où nous serons gouvernés par des gamins – que dis-je : il est déjà là. Des premiers grands rôles en présence, seul François Mitterrand porte avec lui un parfum des batailles passées. Les autres ont été, pour l'essentiel, formés dans des bureaux, des cabinets, l'appareil des partis. On ne trouverait pas le

moindre épisode exaltant ou héroïque dans votre biographie, c'est vrai, non plus que dans celle de M. Marchais, de M. Rocard ou de M. Chevènement. Le temps des gestionnaires politiques est venu, et sur ce temps vous essayez de faire passer un petit souffle épique, de faire marcher vos troupes au canon... L'entreprise est périlleuse, sûrement, et peut-être anachronique. Alors, être le meilleur administrateur, le meilleur prof, le meilleur pédagogue ? Mais nous voyons Valéry Giscard d'Estaing s'épuiser à ce rôle qu'il tient pourtant mieux que personne...

À vrai dire, l'homme qui donne de vous, par comparaison, cette apparence de « brouillon » que j'ai tenté d'analyser sans y mettre la moindre méchanceté, c'est toujours M. Mitterrand. C'est lui qui, l'âge venant et les cicatrices aidant, a soudain pris, vaille que vaille, cette « dimension historique » à laquelle les Français, gérontolâtres et grands amateurs de premiers rôles, sont sensibles. Nous avons vu disparaître l'un après l'autre tous les Grands et, parmi les survivants, de Gaulle prendre du galon, gagner des rangs, jusqu'au premier. Puis à son tour, grand-père de l'Europe, burgrave retiré dans son village et son chagrin, historien du siècle et de lui-même, il a pris congé. Le roi mort, ne restent que ses vassaux, ses obligés, ses nostalgiques. Mais qui, en 1978, croira encore à l'avenir des « barons » ? Or, étrangement, dans ce passage du temps et cette usure des personnages tutélaires, un homme a gagné en saveur et en densité : Mitterrand. Lui qui était, en 1965, le malencontreux moucheron qui se mêlait de venir agacer en face à face le souverain, le voilà installé à mi-chemin de l'excès de jeunesse et de l'excès d'usage, préservé, mûri, conservé par vingt années d'agressive oisiveté, instruit par quelques mésaventures, nourri de lectures et de dédains – le voilà installé dans sa dignité de *personnage*. Quelques années de plus, il ferait figure de fossile ; quelques années de moins, il serait encore un « aventurier ». Aujourd'hui il occupe enfin la place qu'il s'est creusée, ornée avec un formidable talent depuis douze années. Vous me direz qu'entre ce portrait encadré d'or

d'époque et les réalités possibles du pouvoir, il y a un abîme ! Bien sûr... Mais si j'en reviens toujours au premier secrétaire du parti socialiste – et surtout à cette *figure* infiniment plus subtile et attrayante qu'il s'est composée – c'est qu'il sera, qu'il est déjà votre adversaire, le vrai, le seul, et que vous devez méditer sur son image, vous mesurer à sa taille. Toute autre préoccupation serait d'une coupable légèreté.

OceanofPDF.com

L'Arlésienne

Je viens de relire les cent vingt-cinq pages déjà écrites de cette lettre et, autant vous l'avouer, j'y ai biffé toutes les considérations plus ou moins amères, ou amènes, sur le président de la République, à supposer qu'il m'en eût échappé. De sorte que dans ces pages où je m'adresse à vous, dont les rapports avec Valéry Giscard d'Estaing font couler tant d'encre, on trouvera fort peu le président, et presque rien sur les sentiments ou ressentiments qui sont supposés vous lier.

Pourquoi transformer de la sorte le chef de l'État en Arlésienne ? Parce que, comme l'eût dit M^{me} de Sévigné, « vos génies ne s'amalgament pas ». Que V.G.E. vous doive en partie l'Élysée, c'est probable. Qu'il le sache, c'est certain. Qu'il ait appris du général et de M. Pompidou, ses plus récents maîtres, la nécessaire ingratitude des rois, c'est évident. Mais pouvons-nous aller beaucoup plus loin ? Parce que, jusqu'à nouvel ordre, la morale et le style politiques du président ne sont pas parvenus à abattre le mur d'hostilités et de refus qui l'enferme, toute approbation de votre initiative prend l'allure d'une critique et d'un désaveu de V.G.E. Or, désavouer une attitude généreuse, faire grief au président d'avoir cru à la possibilité de réconcilier un peu les Français, il n'en est pas question. Simplement, je pense qu'il faut, pour l'heure, « mettre en veilleuse » la flamme réformatrice et libérale. Il faut avoir recours à des méthodes plus expéditives, d'une vigueur plus affirmée et d'une efficacité hélas plus probable...

L'autre jour, réfugié à Chamalières où son aventure présidentielle avait commencé, Valéry Giscard d'Estaing a répondu à des questions de Jean-

Pierre Elkabbach. Je l'ai écouté, seul dans le froid et l'obscurité de ma voiture garée dans une petite rue de Vaugirard, avec appréhension. Les circonstances ne sont pas tendres pour lui : comment allait-il y réagir ? Convenons-en, il a adopté l'attitude la plus respectable : « Je ne changerai pas », a-t-il affirmé à deux reprises, avec une fermeté un peu triste qui ne sentait guère la victoire. Sans nul doute, cet homme-là croit à sa méthode et il s'y tiendra. Sa vision d'une société française assouplie, à la fois plus moderne et plus juste, menée vers l'avenir à l'écart aussi bien des paroxysmes révolutionnaires que des blocages réactionnaires – cette vision est chimérique mais sincère. Elle n'est pas, comme ses adversaires le prétendent, le rideau de fumée utopique et confortablement généreuse derrière lequel V.G.E. camouflerait sa dévotion au Grand Capital et au Passé. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir comment la vieille garde de la vieille Droite s'est mise à détester cet enfant qui l'avait « trompée ». Les intéressés ne s'y trompent jamais : à supposer qu'ils aient pris Giscard pour leur porte-parole et leur protecteur, obscurément ils devinent qu'il ne l'est plus. Mais rien ne s'est passé comme l'espérait le président. Son expérience « réformiste », tentée plus tôt, par exemple dans l'euphorie de l'expansion, vers 1966, eût probablement réussi. La droite classique, en France, est ainsi faite que la proximité du danger ne l'assouplit pas mais la raidit. Il n'y a donc pas de bon sens à attendre d'elle pour l'instant. Elle renâclera, à quelque réforme que lui propose V.G.E. Elle creusera sa tombe mais ne transigera pas. La cruauté des circonstances, la crise, le temps perdu et l'usure trop rapide d'un homme : tout va dans le même sens pour offrir à la gauche la plus belle occasion qu'elle pût rêver.

À moins, évidemment, que votre intervention ne détourne le cours actuel des choses. Contrairement à ce que beaucoup pensent, je prends le pari que le Président, loin de vous gêner, vous y aidera. Laisser la « crispation » s'installer parmi ses partisans serait aller à l'encontre de sa

philosophie. Vous aurez donc les mains (presque) libres pour livrer bataille.
Reste à savoir ce que vous-même pensez de cette bataille...

OceanofPDF.com

Croyez-vous à votre victoire ?

C'est la question la plus difficile à vous poser, avec laquelle je n'ai que trop rusé, Venons-y donc.

Aujourd'hui – trois semaines après la naissance et le baptême de votre R.P.R. – ma certitude est que vous ne croyez pas à la victoire de la Majorité en 1978. Sans doute croyez-vous à vos chances, à *votre* destin, et finalement à *votre* victoire, mais dans l'immédiat vous vous apprêtez surtout à traverser un rude désert. Vous pensez pouvoir, un jour, offrir une alternative à ceux des Français que l'expérience Mitterrand et ses suites auront échaudés, mais comment ne douteriez-vous pas de votre sort en 78 ? Vous avez « pris date » de façon particulièrement spectaculaire ; vous irez à l'affrontement avec la virulence et la rigueur de qui semble croire à la victoire ; vous travaillerez à donner de vous l'image la plus attrayante ; vous démontrerez qu'une bataille perdue vaut mieux qu'un suicide – tout cela est vrai mais je n'arrive pas à croire que vous espériez renverser le courant en moins de deux années. Et cela d'autant moins que vous n'êtes plus au gouvernement. Vous pourrez déplorer les actions gouvernementales qui vous sembleront maladroites, applaudir les bonnes – mais vous n'aurez en aucune façon l'initiative. Même en veillant à ne pas vous tromper d'adversaire – c'est-à-dire en ne ripostant pas à ceux de vos amis qui ne manqueront pas de vous attaquer – votre stratégie sera délicate. Si vous criez trop fort à ses fautes, vous affaiblirez votre parti ; si vous murmurez trop discrètement vos critiques, c'est vous que vous affaiblirez : votre marge est étroite.

Il est trop ennuyeux de jouer à la politique-fiction. Aussi ne ferai-je pas ici la revue des diverses hypothèses dont on peut habiller notre proche

avenir. Tous les journaux s'emploient à cet exercice et les sondages vont nous révéler, au long des prochains mois, les intentions les plus secrètes des Français. Une seule chose semble sûre : quelle que soit l'hypothèse retenue vous n'apparaissez pas en vainqueur. Pourquoi ? Parce que la plupart des augures prévoient une victoire de l'Opposition et que, même en cas de victoire de la Majorité, vous ne seriez pas en situation de recueillir le bénéfice réel de cette victoire. Le bénéfice *moral* ? Ouais... Personne n'y croit sérieusement en la matière. Souvenons-nous de Georges Pompidou rouvrant la Sorbonne, négociant à Grenelle, apaisant la fronde : il se retrouva « en réserve de la République » et non pas dans le fauteuil d'un vainqueur. Mais il avait secrètement profité de l'affrontement ; il avait, comme on dit, amélioré son image ; même rejeté à la pénombre, il apparaissait comme l'homme à élire en cas de besoin. L'année suivante la succession du Général s'ouvrit et, en effet, M. Pompidou « passa ». J'imagine que vous voyez assez votre avenir à ces couleurs.

Mais ces couleurs nous conviennent-elles ? Hélas, entre le moment où vous vous êtes croisé et celui où vous espérez délivrer Jérusalem, un certain nombre d'épreuves nous guettent, dont nous ferions volontiers l'économie. On ne sait jamais comment dégénérera une expérience de gouvernement. Les communistes ne sont pas les hommes du trois-petits-tours-et-puis-s'en-vont. Une certaine bureaucratie socialiste, au contraire du cher vieux libéralisme, excelle aux bouleversements irréversibles. Et surtout vous risquez, vous, d'apparaître un jour comme l'homme qui « prive le peuple de sa victoire », et autres formules tout à fait déplaisantes à assumer... L'Europe de l'Est est pleine de peuples qui auraient été ravis d'être, hier ou avant-hier, « privés de leur victoire » et qui s'accommoderaient fort bien, aujourd'hui, de vivre sous un odieux régime de démocratie libérale et bourgeoise. Mais cela, les peuples s'en aperçoivent généralement trop tard...

S'il faut, pour vous voir revenir au pouvoir, assister aux victoires de M. Mitterrand, à la mise en place d'un système dont nous ne voulons pas, à l'échec de cette expérience et à tous les ébranlements, déchaînements et blessures qui risqueraient de s'ensuivre, je dois dire que la facture nous paraît un peu salée. La loi du balancier, en politique, possède la rigueur de celle de la tartine beurrée, chère aux enfants : le balancier revient toujours un peu trop vigoureusement à droite après s'être aventuré un peu trop loin à gauche. Il s'agit là d'un phénomène physique, viscéral, noblement baptisé « alternance démocratique ». Mais plutôt que du douteux respect d'une alternance et des droits de l'adversaire, il s'agit d'un mouvement de va-et-vient provoqué par les erreurs des gouvernants, la peur des électeurs et la frivolité d'une petite frange de l'opinion qui flirte toujours avec l'adversaire, délicieusement.

Sur la foi de ce mouvement, il serait assez raisonnable de laisser la gauche gouverner la France un moment. Si nous sommes sûrs que ses thèses sont fausses et ne résisteront pas à l'épreuve de la réalité, faisons vite la démonstration et l'on reviendra ensuite au bon sens. Mais, il ne s'agirait pas cette fois d'un petit voyage aussi innocent. Des hommes qui ont pleuré vingt ans après le pouvoir auront les yeux très secs quand ils y seront parvenus. Un peu de chagrin ne sera pas pour leur faire peur. D'ailleurs ils ne nous disent pas : « Laissez-nous un moment le volant », ils disent : « Nous allons casser la voiture, dynamiter la route et vous verrez comme l'excursion sera nouvelle et intéressante... » Aussi ai-je certaine appréhension à la perspective de devoir votre triomphe à une épreuve dont on voit mal dans quel état le pays en sortirait. En bref : j'ai peur que pendant votre traversée du désert, ce ne soient les Français qui meurent de soif, d'insolation et de diverses maladies trop prévisibles...

C'est pourquoi, Monsieur le député de la Corrèze – et c'est à cela que je voulais en venir –, nous préférierions vous aider à gagner tout de suite votre bataille. Sans laisser les autres occuper le terrain sous prétexte de mieux le

préparer à votre intention. Asseoir son pouvoir sur un échec de l'adversaire, c'est de bonne guerre, mais comme le champ de bataille de cette guerre-là sera notre pays, mieux vaudrait peut-être lui épargner ces prémisses de votre établissement. J'irai même plus loin : je crois que je préférerais voir M. Mitterrand réussir dans son entreprise, à vous voir, vous, ne triompher que de son échec. J'ai dit combien j'ai toujours détesté, depuis vingt ans, que l'Opposition en soit réduite à n'espérer son avenir que des faux pas du pouvoir, et que ses maîtres soient, selon le mot de Tacite, « épanouis devant les désastres publics ». Ce n'est pas pour me rallier à cette sinistre jubilation, quand bien même les données du problème seraient demain inversées. Le réflexe de nombreux Français, me semble-t-il, serait alors de travailler au succès possible d'une entreprise de la gauche. À la condition que l'entreprise fût honnête, libre et qu'elle eût au moins une chance de réussir. Hélas, je vous l'ai dit, je doute qu'elle puisse être libre et qu'elle puisse réussir... C'est pourquoi je vous en prie, Monsieur le député de la Corrèze, ne vous livrez pas à des calculs trop périlleux, à des manœuvres trop subtiles. N'espérez pas ramasser la victoire dans les décombres d'une catastrophe. C'est tout de suite qu'il faut gagner, simplement, sans finasserie. C'est parce que nous croyons à votre simplicité que nous sommes tentés de vous faire confiance, et non pour vous encourager à jouer les catoblépas et à commencer le festin en dévorant votre propre tête...

Questions tardives

Quelles intentions avais-je dans la tête en commençant à vous écrire cette lettre ? D'abord, clarifier mes songes et mes pensées, qui depuis des années tournent autour de ce pouvoir auquel j'ai cru ; ensuite me trouver en chemin, si possible, des raisons supplémentaires de vous faire confiance.

L'entreprise a-t-elle été fructueuse ?

S'agissant de mes réflexions, autant l'avouer : je ressens quelque lassitude. Je me faisais des illusions. J'espérais échapper, au fil des pages, à la glose politicienne, à ces mots oiseux et lisses qui rapetissent la pensée, la banalisent, la réduisent à polir des arguties pour l'empoignade la plus primaire. J'espérais, m'adressant à vous, vous entretenir de songes frais ou brûlants, d'une certaine idée de la France, eh oui ! au lieu de quoi je me suis retrouvé occupé à touiller une salade de formules, d'accusations, de conjurations : et la voilà, ma salade, un peu « cuite »...

Sans doute ai-je tort de rêver d'un pays condamné et d'un type d'homme dont le moule a été cassé quelque jour de juin 40, sur une route jonchée de voitures abandonnées, sous le ciel insolent où patrouillaient les seigneurs... Je m'aperçois que toutes mes répugnances, tous mes espoirs supposent que demeure vivante une espèce quasi éteinte de patriotisme. (On ne s'approche de ce mot-là qu'avec des précautions infinies...) De mon père, petit-bourgeois tricolore, ancien de la « Classe 11 » qui passa huit ans sous l'uniforme et « faisait » encore ses périodes d'officier de réserve à la veille de sa mort en 1935, de lui et de tous les miens, chez qui j'ai toujours entendu parler de « régions envahies », d'exode, de maisons détruites, je tiens sans doute ce nationalisme auquel je ne pense plus tant il m'est

naturel. Il ne s'exprime plus aujourd'hui de façon cocardière ni, je l'espère, trop naïve. Il nourrit plutôt des colères, des regrets : j'enrage de voir nos paysages saccagés, nos différences s'estomper, notre langue s'altérer au profit d'une uniformisation inodore et lugubre – c'est-à-dire sans nul profit. Entre ce qu'était la France en 1900, ou même il y a un demi-siècle, à ma naissance, et ce qu'elle est devenue, je ne constate que dégringolade, perte de substance et de goût. Même si nous « vivons mieux ». (Mais vivons-nous tellement mieux, qu'il faille créer des ministères et lancer des croisades, justement pour sauver un peu de la qualité ancienne des choses, des tâches, des lieux ?...) Telle est la forme prise aujourd'hui par le patriotisme : nous le retrouvons, hargneux, éclaté, dans le dégoût des adolescents qui fuient les villes ou dans la prédication un peu exaltée des « nationalismes » régionaux.

Malheureusement, Monsieur le député de la Corrèze, ce sont vos adversaires qui ont su capter à leur profit ces colères et ces nostalgies. À tort ou à raison, le mode de gouvernement que vous avez pratiqué apparaît comme l'écraseur des singularités, le grand niveleur, le centralisateur abstrait et aveugle. Et s'il est cocasse que les partisans d'une bureaucratie passent pour les défenseurs des particularismes, des parfums éventés, des traditions, c'est ainsi et vous n'y pouvez plus grand-chose. Au pouvoir, on laisse toujours inoccupé un terrain où l'adversaire a vite fait de venir camper. Toujours est-il que dans la distribution schématique des rôles, vous êtes relégué dans un emploi où il vous sera bien difficile de pratiquer le patriotisme que j'aimerais. Quelques accents à la Déroulède – que vos amis qualifieront de « gaulliens » – feront de vous un personnage antédiluvien, dépassé, alors que le vrai contenu d'un nouvel attachement à la réalité française vous échappera. Ce n'est pas très encourageant.

C'est de tout cela que j'espérais vous entretenir en essayant de faire le tri, dans les idées à la mode, entre l'éphémère et le profond.

Mais je me suis aperçu en chemin que la polémique me gagnait sans cesse à la main. D'abord il est plus facile de jeter des traits, de tailler des flèches. Et puis on pare au plus urgent, et le plus urgent paraît être la bataille. Mais irez-vous à la bataille avec assez de munitions ? Cette question, lancinante, brutale, s'est faufilée sous presque tous mes propos. Il faut une foi solide, un arsenal d'idées bien garni pour se battre l'esprit dégagé. Je ne doute pas que vous soyez entouré de tacticiens émérites, de lieutenants fidèles, mais n'est-ce pas d'inspireurs que vous avez le plus besoin ? Je ne connais pas M^{me} Garraud ni M. Juillet, dont les gazettes m'ont souvent entretenu dans leur rubrique des éminences grises et secrets d'État, et je n'ai croisé M. Monod qu'une fois, dans une commission de cinéma où nous siégions ensemble et aux séances de laquelle la multiplicité et l'importance de ses fonctions l'empêchèrent toujours d'assister – d'où je conclus qu'il est un homme grave. J'espère simplement que ces personnes qui vous entourent et vous conseillent sauront, au-delà des nécessités et des habiletés du combat, vous obliger à pèleriner à des sources plus profondes. Lesquelles ? J'aurais dû tenter de vous le dire mieux, plus explicitement, et je l'aurais fait si je ne m'étais pas laissé, moi aussi, prendre au piège de l'efficacité immédiate.

Dans l'autre domaine où j'espérais que cette lettre m'aiderait à voir clair – les raisons de croire en vous – me suis-je senti mieux loti ?

Questions gênantes

Sur deux points, je le crains, je vous ai sondé en vain. Les voici en deux questions : pourquoi, quand vous étiez Premier ministre, n'avez-vous pas agi plus efficacement ? Et comment espérez-vous prouver que le gaullisme, si vous en êtes l'héritier et le continuateur, est un mouvement populaire ?

Vous avez eu beau vous écarter des affaires en expliquant votre décision par le manque de « moyens » dont vous souffriez, on ne vous a pas cru tout à fait. Vous fallait-il deux ans pour mesurer votre impuissance ? Êtes-vous resté aveugle si longtemps ? Tout s'est passé comme si vous n'aviez découvert vos raisons de démissionner que le jour où, dans une stratégie bien conduite, il devenait rentable de manifester votre désaccord. Vous avez agi comme ces petits avions de combat qu'un plus gros appareil porte jusqu'à proximité de leur lieu d'intervention. Vous vous êtes fait « porter » par Valéry Giscard d'Estaing jusqu'où il vous fallait vous retourner contre lui – pour mieux le soutenir, bien entendu... Côté manœuvre, c'est du joli travail. Côté gouvernement, c'est moins convaincant. Il est évidemment possible que le président de la République n'ait pas écouté vos avis, suivi vos conseils ni mené son action comme vous le lui recommandiez. Cela, l'avenir nous le dira peut-être. (Je dis « peut-être » puisqu'il est toujours possible qu'aucune occasion ne vous soit jamais offerte de nous montrer ce que vous feriez si vous étiez l'inspirateur et non plus seulement l'exécutant.)

Que le gaullisme soit un mouvement populaire, je le crois. Mais – comment dire cela sans aigreur ? – je le crois sans joie, sans me sentir tout

à fait à l'aise dans mon affirmation. Car enfin, sont aussi *populaires* le poujadisme, la grogne paysanne, la fronde contre l'impôt. Tout ce qui fait nombre, selon la mythologie en vogue, n'est évidemment pas peuple. Il y a du peuple « bien », recommandable, mobilisable et qui agit dans le sens de l'Histoire – et il y a du peuple réactionnaire, grognon, gênant, antipathique... Le tout est de savoir, si le gaullisme est populaire, de quel côté vous travaillerez à le ranger ?

Oui, je sais, ainsi posée la question est déplaisante. C'est pourtant sous cette forme qu'elle plane au-dessus de toutes nos supputations. Il existe une certaine foule française, bon enfant mais vite braillarde, indisciplinée, démagogue, à laquelle on n'aime pas faire appel. On a peur, bien sûr, que vos auditoires ne soient faits d'elle en trop grande partie : des notables + des râleurs. Ce n'est pas une addition qui donnera le « label » envié à votre Rassemblement... On peut toujours, d'une tribune, du bord d'un trottoir, montrer quelques milliers de personnes échauffées et constater : « Vous voyez bien que ce ne sont pas des bourgeois... » Non, en effet : ce sont des petits-bourgeois, la classe-péché, la classe-repoussoir, dont on se demande où elle peut bien se cacher à force d'être vomie par tout le monde.

Il suffit de traverser, dans la France de 1977, ses zones suburbaines, qui ont absurdement proliféré et attristent l'approche des villes, ses grands ensembles aux herbes rases, aux visages absents, ses magasins géants noyés de musiquette optimiste, ses régions industrielles à l'heure de la sortie des usines et des bureaux, pour comprendre qu'entre le désarroi de ceux qui travaillent et vivent dans ce pays-là, et ceux qui possèdent ou posséderont les « leviers de commande », la distance est peut-être infranchissable. Alors, évidemment, à l'heure des choix et des votes, on comprend ces Français-là, qui se sentent ou se croient oubliés, d'aller vers les partis qui, inlassablement, leur parlent d'une société plus riante. Vous et les vôtres, c'est à craindre, n'avez pas donné beaucoup de votre imagination à ces Français-là. Je le dis sans chercher à marquer un point facile, sans faire de

démagogie. Il m'arrive d'aller me perdre dans ces morceaux de la France où rien ne m'appelle. Simplement pour m'y arrêter et essayer de *comprendre*. Entre mes beaux amis parisiens, auxquels je ressemble fort, et les « hommes du pouvoir », les liens sont étroitement tissés, les complicités de tous ordres – pourquoi le nier ? Or, j'ai bien du mal à imaginer mes beaux amis parisiens à Grigny-la-Grande-Borne, à Montpellier-La Paillade, à Toulouse-Le Mirail, à Sarcelles, liant conversation au coin de deux canyons de béton, poussant leur *caddy* au supermarché Mammouth ou Casino, retrouvant le soir, entre les gosses, la télévision, le repas à préparer, la fatigue du mari, l'éventail des problèmes réels d'un foyer français... Pourquoi les imaginerais-je mieux, « les hommes du pouvoir », aux prises avec cette réalité que tout dans leur carrière – leur vertige, leurs snobismes – les a poussés à oublier ou à négliger ? C'est à tout cela, qui est ordinaire, banal et qui n'encombre pas en général la réflexion des gens de notre sorte – c'est à tout cela que je pense quand je vous demande si votre R.P.R. sera un mouvement populaire.

Savez-vous quand et comment je me suis mis à me poser des questions sur cette autre France ?

Un écrivain, quand il demande à son éditeur le chiffre de ses ventes, ne peut guère éviter de s'interroger sur l'identité de ces quelques dizaines de milliers d'inconnus qui ont dépensé trente ou quarante francs pour lire la petite histoire qu'il a méditée, cher écrivain ! dans son presbytère, ou sa ferme, ou son chalet... Il y a aussi les séances de « signature ». Je ne parle pas des élégantes, où l'on baise la main des dames acheteuses dans une griserie de parfums chers. Celles-là, je n'y vais plus guère. Non, je pense aux autres, modestes, banlieusardes, dont naguère la vente annuelle du C.N.E. lança la mode. Souvent ce sont des municipalités « de gauche » qui les organisent, dans la mairie ou la salle des fêtes. On se perd en y allant parce que toutes les avenues se ressemblent et se nomment Jean-Jaurès ou Gabriel-Péri. On s'y retrouve face à face avec ce public que l'on a envie

d'appeler « l'autre public », comme tout à l'heure j'écrivais « l'autre France ».

L'autre ou la vraie ? La question est embarrassante. Et je la pose, je le sais, à propos d'un sujet bien frivole. Mais il ne l'est pas pour moi. Il est même au cœur de mon travail, qui prend un sens, ou un autre, ou pas de sens du tout selon la réponse que mon intuition donne à la question... Ai-je écrit mes douze ou quinze livres pour les belles dames du Pen-Club et des Écrivains combattants, ou pour ce public mystérieux qui déambule devant la longue table où sont exposées nos merveilles ? Je regarde les gens me regarder : leurs bonnes bouilles, ou leur méfiance, ou leur ingénuité... Les mâchoires crispées de la conscience prolétarienne... L'œil velouté d'une coquette... L'amabilité affamée d'une dame en mal d'ascension sociale... Le type à qui on ne la fait pas et qui pose des questions, ergote, fait briller son œil, discute le prix, dit « pondre » pour « écrire » et « machin » pour « roman »... Et la même question revient, obstinée, dérangeante : est-ce pour eux que j'écris ? Si oui, mes livres ne veulent rien dire. Si non, que fais-je ici ? Je ne marche pas dans toutes les calembredaines de « culture de classe » et je sais bien qu'il n'existe qu'une distinction sérieuse : entre les bons livres et les mauvais. Mais cette rassurante certitude n'apporte pas de réponse exacte à la perplexité où me jette tout contact avec mes hypothétiques lecteurs...

Vous voyez pourquoi je me suis étendu sur la comparaison. Toutes proportions gardées, vos visites à votre circonscription ressemblent à mes séances de signature. Vous me direz que le propre de l'homme politique est de ne pas s'embarrasser de scrupules excessifs ni de questions vaines. Il prouve le mouvement en marchant, ce qui vaut mieux que de tomber en panne en réfléchissant sur la légitimité du mouvement. Bien sûr, bien sûr... Les deux questions sont pourtant de même nature. Quand vous présidez un vin d'honneur, remettez une médaille, « improvisez quelques mots », vous devez parfois vous le demander : « Est-ce bien à eux, pour eux, d'eux que je

parle ? » Alors, à partir de là, j'imagine volontiers que vous résolvez la difficulté en allant plus vite qu'elle. Que vous vous refusez à poser la question, à diviser vos électeurs entre rouges et blancs comme il m'arrive, tristement, de classer mes lecteurs en « bourgeois » et « populaires », en jeunes et en moins jeunes... La seule distinction sérieuse est entre ceux qui votent pour vous et ceux qui votent pour vos adversaires, je le conçois. Mais comme il s'agit, précisément, de réunir plus de suffrages que tous les autres, la question de la qualité et de l'identité de vos électeurs réapparaît, insistante, peut-être désobligeante, qu'on le veuille ou non...

Tant que pour vous le problème s'est posé à l'échelle d'un département, d'une circonscription, je vois bien comment votre vitalité et votre naturel l'ont résolu. Mais c'est à tous les Français que vous voulez vous adresser désormais. On n'attire pas à soi un million de citoyens de plus de la même façon qu'on déplace vingt voix dans un bourg. Et ce n'est pas non plus par une simple addition : la qualité de ceux que vous sollicitez devient aussi importante que leur quantité. C'est la mauvaise qualité de sa clientèle qui peut faire d'un mouvement un fascisme. Il me semble que le vainqueur, dans les prochaines consultations électorales, sera celui qui aura su penser et parler à ces citoyens un peu oubliés, un peu écrasés, enrégimentés, les tristes fantassins de la métamorphose française. Ses oubliés ? Non : ses bénéficiaires en forme de victimes. Ces gens pour qui l'on a « créé de l'emploi », imaginé et bâti des « villes nouvelles », aménagé ces logements fonctionnels que définissent des chiffres et des numéros, de sorte qu'ils n'habitent plus « près de l'église » ou « derrière le lavoir », mais un F3 du bâtiment H... Ces hommes et ces femmes-là forment, au cœur de la France, une masse de plus en plus lourde, indifférente, à l'abandon. Peut-être ses colères, demain, emporteront-elles tout, vous avec vos adversaires, un système qui les flatterait aussi bien que celui qui les oubliait. On a inventé, à travers les nations évoluées, cette nouvelle classe qui vivote et s'ennuie. Le parti qui lui donnera le sentiment qu'enfin on va penser à elle, agir pour

elle, aura accompli une révolution immense... Mais ce sont là, je le conçois bien, des rêveries de littérateur et des tourments de privilégié.

OceanofPDF.com

Autocritique

À sujets incertains, mots flous : je ne suis guère satisfait de la façon dont j'ai traité ce qui précède. Le thème est grave, vaste et décourageant. Je feins de croire que vous n'y pensez guère, mais tout le monde n'y pense-t-il pas ? Malheureusement les remèdes paraissent bien n'avoir aucun rapport avec le mal et font facilement sourire. Ils appartiennent et appartiendraient à la panoplie des « gadgets », qui a déjà mauvaise réputation. Gadgets la qualité de la vie, la défense de l'environnement, la participation, l'intéressement, la revalorisation du travail manuel, l'humanisation de la bureaucratie, les interventions du Médiateur... Gadgets toutes les illuminations généreuses ou rusées qui traversent la cervelle des hauts et puissants seigneurs du Conseil d'État ou de l'Inspection des Finances *penchés* sur les tristesses du pauvre monde... Je ne vois pas comment l'O.S. qui arrive sur sa Mobylette, par un froid bien coupant, devant les vitrines du centre commercial où il ne peut même pas s'offrir le plaisir d'emplir jusqu'à ras bord un petit chariot, je ne vois pas comment il aurait davantage confiance, pour améliorer son sort, en M. Stoléru que dans les copains de la C.G.T. Et quand vous-même, programmé par des conseillers raisonnables, vous prononcerez à Clermont-Ferrand ou du côté de Belfort – dans un haut lieu industriel, de toute façon, symboliquement – le grand discours social, novateur, inventif et généreux qui aura place à coup sûr dans l'exécution de votre symphonie, qui convaincrez-vous ? Ni les intéressés ni les indifférents, c'est à parier. Alors, renoncer ? Renvoyer dédaigneusement à sa grisaille cette France grise, cette France du labeur sans âme et des rues sans joie ? La payer de quelques formules, l'endormir de quelques

promesses en espérant que sa patience durera encore un bout de temps ? Se dire que de toute façon, sur l'autre bord, ils n'ont pas mieux joué la partie et qu'il suffit de se promener dans les rues de Prague ou de Moscou pour savoir que l'ennui est comme la baisse de la natalité : une crise internationale et qui se moque des frontières idéologiques ?...

Au fond, comme tous les hommes politiques de votre génération, vous pensez qu'il est sans doute trop tard. Que d'astucieuses petites caresses ne répareront pas une société fracturée, assommée et qui a fait son temps. Un homme comme le général de Gaulle pouvait encore, âgé et surgi d'une société plus ancienne, formé par des valeurs presque oubliées, croire à une possible humanisation de notre système. Mais au fur et à mesure qu'il inventait des formules pour exprimer son espérance, le mieux-être et la prospérité qu'il eut la chance d'administrer provoquaient de nouvelles maladies sociales, imprévisibles. Ce n'est pas avec un « esprit de justice » du XIX^e siècle que l'on pourrait réformer une société où même les améliorations matérielles, les conquêtes du combat social, entraînent de nouveaux ravages. Interdire le travail des enfants, l'exploitation des femmes, conquérir les congés payés et la semaine de quarante heures : il s'agissait encore d'un combat simple. Mais dissiper l'ennui de toute une génération, réveiller la classe moyenne de la torpeur où le confort et le manque de foi l'ont plongée : comment s'y prendre ? En *amusant* la France, en la secouant de petits électrochocs salutaires, de Gaulle a camouflé un moment le problème. Aujourd'hui nous sommes seuls en face de ce désarroi au contenu vague, de cette détresse que l'on a baptisée « morosité » sans parvenir à l'analyser mieux. Ceux qui croient résoudre le problème en comblant les Français de meilleurs emplois, de meilleurs salaires, de meilleures maisons, de meilleures vacances se trompent, évidemment. Ils se trompent utilement. Et leurs adversaires n'ont qu'à travailler, eux aussi, à améliorer les *conditions* de la vie. Mais qui retrouvera des *raisons* à la vie ? Ni vous, ni vos adversaires. Ni votre

libéralisme « généreux », ni leur socialisme « humain ». Aucune de vos médecines ne saura plus guérir un mal qu'elles aggravent sous prétexte de le soigner. Dans sa dialectique désenchantée, l'histoire de l'Occident vous roule déjà, les uns et les autres, vers le grand trou où s'engloutissent toutes les utopies avec toutes les misères.

Ce ne sont pas là, bien entendu, des choses à dire au Palais des Expositions devant vingt mille militants euphoriques et qui donnent de la voix. Mais enfin il faut garder ces vérités, comme de la braise froide et cruelle, dans un petit coin de sa tête en même temps qu'on parle d'actions à mener et d'espérances à réchauffer. Cette sage duplicité donne au regard des hommes d'État la lueur d'ironie et d'à quoi bon sur laquelle s'interrogeront les historiens futurs.

« Encore une minute, monsieur le bourreau !... »

N'exagérons pas : il n'est pas besoin d'être grand géopoliticien, ni cynique à l'excès, pour regarder votre aventure d'un peu loin (ce qui ne signifie pas d'un peu haut) et rétablir les proportions. La question posée est celle-ci : vous préparez-vous pour une des escarmouches de la grande bataille moderne, inventive, qui « démodera » à jamais l'étouffante utopie socialiste ? Ou bien ne menons-nous plus que des actions de retardement, les barouds d'honneur d'une arrière-garde qui ne croit même plus à sa mission ?

Je penche, disons-le franchement, pour l'hypothèse du combat d'arrière-garde.

Mais ce dont il s'agit de retarder l'avènement, ce n'est pas ce nouvel état de la société qu'on nous promet en vain depuis cent ans, c'est l'ultime étape de notre décadence. Nous savons désormais que les privilèges, le confort, la liberté, le pouvoir dont ont joui quelques nations d'Occident (et dans celles-ci une classe infiniment plus que les autres) sont et seront de plus en plus contestés, rognés, harcelés en attendant que tout le décor du théâtre bascule sur ses acteurs anémiés.

C'est pourquoi il me semble que les pugilats et le combat singulier pour lesquels vous vous préparez sont sans commune mesure avec les dimensions du vrai choix. La France seule, ou presque seule, qu'elle soit socialiste ou non, ne pèsera plus rien. L'ensemble européen lui-même ne sera pas très lourd ! Au moins est-ce de cela qu'il faut s'occuper, et non de

prochaines comptabilités électorales. Ou, plus justement, les prochains calculs électoraux ne seront rien s'ils ne sont pas un élément d'une opération plus vaste. Vous pouvez « gagner les élections » en 1978 : si vous ne savez pas à quoi vous voulez faire servir la victoire, elle n'aura aucun sens. Nous redoutons la victoire des socialistes et des communistes parce que leurs idées, traduites en actes de gouvernement, risquent d'accélérer la décadence au lieu de l'enrayer ; de nous livrer consentants à l'ennemi au lieu de nous préparer à lui résister. En d'autres termes, avec vous l'Europe et l'amitié atlantique ont davantage de chances ; et avec vos adversaires ont davantage de chances la prédominance soviétique et l'ankylose orientale. Voilà le choix. Mais encore faut-il que vous l'expliquiez, que vous élargissiez votre argumentation, que vous donniez à votre intervention ses vraies dimensions !

Quand, il y a vingt-cinq ans, Chardonne et Morand me promettaient les Chinois pour le lendemain et l'apocalypse pour un peu plus tard, je souriais. Ils laissaient couler sur moi leur désabusement, un pessimisme que j'attribuais à la déroute récente de quelques idées fausses auxquelles ils avaient eu la légèreté de croire, et je les écoutais d'une oreille inattentive et incrédule. J'avais tort et ils avaient raison... Ma montre et ma télévision sont japonaises et les jeunes gens en colère se proclament « maoïstes ». L'Union soviétique elle-même tremble devant la masse chinoise. Tout l'Occident, fasciné, regarde frémir de mouvements incertains et incompréhensibles la gigantesque méduse jaune. Tout cela inconcevable il y a trente ans. Le petit empereur Hiro-Hito disparaissait derrière la carrure du géant McArthur et l'on entretenait des relations diplomatiques avec le quatrième « Grand », qui était le maréchal Chang Kaï-chek. La toute-puissance américaine – c'est-à-dire blanche et libérale – paraissait invincible...

J'aurais dû écouter Chardonne et Morand. Avec leurs Tartares, leurs cosaques, leur péril jaune et leurs oraisons funèbres de l'Occident, c'étaient

eux, atrabilaires, désenchantés, qui étaient dans le vrai. Sans doute en ce moment même nous moquons-nous de quelque prophète importun ? Et pourtant ce n'est pas le pessimisme qui est risible aujourd'hui... Il n'y a qu'à mesurer le chemin descendu en trente années et imaginer la même promenade *devant* nous, projeter devant nous l'ombre portée de la métamorphose déjà accomplie : où seront nos illusions françaises dans les dix premières années du prochain siècle ? Vous aurez alors l'âge qu'avait de Gaulle quand il pulvérisait les mutins d'Alger ou secouait le Québec : vous voyez qu'on ne regarde jamais assez loin devant soi...

OceanofPDF.com

Plaidoyer en faveur de la littérature

Allons, redescendons sur terre !

Je me suis laissé entraîner à des considérations trop abstraites pour cette correspondance, dont la seule loi devrait rester de griffer courtoisement. Et affronter un homme de votre sorte, tout en simplicités et en élans, à ce grand délabrement historique dont le mage de Verrières-le-Buisson nous a donné à tous le goût, c'est le comble de la discourtoisie... Nous allons donc en finir avec cette lettre dans un esprit de tolérance et de taquinerie roborative.

Vous l'avez constaté, je me suis un peu servi de vous, ici et là, pour mieux voir clair en moi. Mais n'est-il pas honnête de procéder ainsi avant de s'engager ? J'aime que le mot qui désigne cette partie que vous préparez soit : *une consultation*. On peut l'entendre dans plusieurs sens.

J'ai légèrement forcé ma voix, vous vous en êtes certainement rendu compte. Non pas que j'aime les instruments bruyants, au contraire. Mais vous n'êtes peut-être pas un interlocuteur tout à fait assez inspirant ? Vous m'avez rappelé, alors que je tentais de vous deviner, de vous parler, ces « polars » de la classe toujours pressés, à la sortie du lycée, de rentrer chez eux bâcher quelque composition. Leur santé et leur inépuisable vitalité m'impressionnaient, mais avec eux on ne pouvait jamais avoir une de ces conversations interminables, vertigineuses et parfaitement inutiles qui me paraissaient le sel de la vie lorsque j'avais quinze ans. Vous écrire était une idée un peu saugrenue, si l'on songe que, de tous les destinataires possibles,

vous êtes certainement celui auquel un homme de ma sorte a le moins à dire.

Cette enquête à travers mes opinions et mes choix, je l'aurais fort bien menée en m'adressant par exemple à François Mitterrand, dont vous avez senti qu'il m'occupe à l'excès puisque, vous écrivant, je me suis vingt fois retrouvé en train d'écrire de lui. Il partage avec quelques autres – le Général en tête, bien sûr, mais sans oublier Valéry Giscard d'Estaing – cette qualité à mes yeux primordiale : la démangeaison littéraire. Je n'ai guère aimé, quand a paru *La Paille et le Grain*, qu'on nous jetât ce livre à la tête en traitant son auteur de « grand écrivain ». Non, il n'en est pas un et lui-même le sait, qui déclarait un jour qu'il respecte assez les écrivains pour juger qu'ils doivent donner toute leur force et leur substance à leur art s'ils se croient appelés à le pratiquer. Le général de Gaulle non plus n'était pas Chateaubriand, ni même Bossuet. Mais il possédait cette allégresse et cette volupté de la formule qui font déjà la moitié de l'auteur. Je veux bien que le président de la République rêve de Flaubert et de Maupassant, mais il ne pratique pas, lui, ce sport du mot rare, de la phrase coulée, de la familiarité inopinée et cinglante où Mitterrand, à sa façon, est classé honorablement, mais où de Gaulle était champion. On ne gouverne pas avec du vocabulaire savoureux et de la syntaxe classique ? Croyez-vous... Un peuple qui a l'amour des petites phrases et des mots parfumés se laisse parfois conduire par l'oreille.

Cette affaire de De Gaulle et de Mitterrand *écrivains*, je vais vous dire en quoi elle m'irrite : elle pose mal un problème passionnant.

Prenez de Gaulle et Chateaubriand : qu'est-ce qui les sépare irrémédiablement ? La formidable impudeur du vicomte et la géologique pudeur du général. Deux races d'hommes, deux catégories. Quand de Gaulle ou Churchill faisaient à leurs compatriotes l'honneur de leur dire dans une forme admirable des choses cruelles ou difficiles, ils n'obéissaient finalement qu'à une règle d'efficacité. Hommes bâtis selon les lois d'une

architecture classique, ils savaient qu'on peut faire de la beauté avec tout : les communs, les écuries et les routes. « La sueur, le sang et les larmes. » Mais leur musique restait au service de l'action. Chez l'époustouflant vicomte, l'action fut toujours au service du texte. S'il arrive à François Mitterrand d'hésiter, de se faire pour le seul plaisir un peu de littérature, de laisser glisser l'archet au hasard d'une de ces chroniques où feuilles mortes et raisins mûrs comptent davantage que marxisme et nationalisations, c'est alors qu'il nous faut douter à la fois de sa vocation littéraire et de son destin politique. Le beau style, le violoncelle : il aime un peu trop ça. J'apprécie – et je me méfie.

Mais enfin soyons franc : méfiance ou pas, comment ne pas se sentir vaguement le complice de cet homme qui parfois fait le silence en soi et, comme il le dit lui-même, use quelques heures d'une vie bousculée à cette prospection dérisoire et magnifique : *chercher le mot juste*. Il n'est pas besoin, alors, comme François Mauriac d'avoir connu Mitterrand il y a quarante années pour imaginer ce qu'il a été : ce fragile et secret garçon français dont la tête et le cœur sont tout occupés de cadences barrésiennes, de paysages et de jeunes filles. Peut-être me trompé-je ? Tant pis : il s'agit d'une bonne erreur, qu'on est heureux d'avoir commise...

Voilà pourquoi Mitterrand est un adversaire passionnant et redoutable : avec lui, les formules de l'assaut sont libellées dans un langage connu, aimé, celui-là même qu'on utilise soi-même à d'autres fins, et les coups font plus mal d'être donnés et reçus en famille. Voilà pourquoi de Gaulle, à qui nul n'osait parler librement, était pourtant un interlocuteur rêvé. Voilà pourquoi nous attendons encore du président de la République qu'il s'adresse à nous, un jour, en des termes qui le révèlent, et le révèlent homme de langage et de sensibilité, miracle que n'a pas accompli, on en conviendra, *Démocratie française*.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le député de la Corrèze, il vous faudrait maintenant vous installer à votre table et y chercher un peu vos

mots. Ne vous dites pas que vous rédigerez vos mémoires quand vous aurez atteint l'âge des souvenirs. Il ne faut pas confondre la lente et quotidienne formulation d'une pensée avec ces languissants exercices de mémoire et de mondanité auxquels se livrent les ambassadeurs septuagénaires que taquine l'Institut. Les Français aiment qu'on les flatte d'un peu de musique, de poésie et de grandeur. Du général de Rivoli à celui de Colombey, notre goût n'a pas changé. Pensez-y.

OceanofPDF.com

Formules de politesse

Les jours ont passé. Nous voilà au milieu de cette terrible « semaine des fêtes » pendant laquelle tout s'affadit, choses et gens. Est-ce la raison de la désaffection que je sens autour de moi monter, et même m'envahir à votre endroit ? Vous aussi subissez, dirait-on, la trêve des confiseurs. Comme tous les hommes pressés, vous ne devriez jamais vous arrêter. Déjà l'on parle moins de vous, ou bien l'on dit des banalités : que vous avez dû déménager vos bureaux du dernier étage à un autre, moins prestigieux, de cette belle tour Maine-Montparnasse que les gens chagrins ne vous pardonneront pas d'avoir choisie pour quartier général. Il paraît que les adhésions marchent fort. Est-ce vrai ? Ce ne sont pas des statistiques de cet ordre qui nous feront illusion. Après tout, M. Jobert aussi avait commencé par faire provision d'adhérents...

Vous subissez aujourd'hui, déjà, le contrecoup de la grisaille hivernale et de la campagne de chuchotements assassins lancée contre vous par vos amis. D'ici à la publication de cette lettre vous aurez contre-attaqué, inventé une parade, reconquis l'attention. Vous devez être jubillant, combatif, entraînant si vous ne voulez pas voir en quelques mois se diluer ce mouvement qui s'est formé derrière vous. Vous êtes increvable mais votre pouvoir est fragile : usez-en vite ! Vos chances de l'emporter, nous l'avons vu et nous le déplorons, sont assez minces. Si victoire il y a, il est à craindre qu'elle ne soit à long terme, et plus dramatique que vous ne le prévoyez. En tout cas, quoi qu'il arrive, il restera de votre plongeon de 1976 un honneur et un exemple : vous avez parlé de bataille dans le moment où une moitié de la France ne pensait plus qu'à administrer habilement sa déconfiture.

C'est que vous possédez une vertu dont, à dessein, je n'ai pas encore écrit le nom, le réservant pour les dernières lignes de cette lettre : le courage. Dans votre situation et dans celle, en France, des idées que nous aimons, le courage vaut à lui seul toutes les autres qualités que vous possédez ou non (voir plus haut)... C'est donc à la lumière de son opiniâtre petite flamme que je vous salue, Monsieur le député de la Corrèze, et vous exprime ici, comme il sied, tous mes sentiments de sympathie et d'attention.

Eygalières – Paris – Englesqueville.
5-30 décembre 1976.

OceanofPDF.com

Post-scriptum :

Eh bien, Monsieur le Député de la Corrèze, vous ne vous êtes pas assoupi longtemps ! Dès que vous marchez au canon, on vous retrouve, on vous aime. Ce 19 janvier, vos partisans ont senti un frisson d'aise leur glisser le long de l'échine. Vous venez d'être comme on le doit dans une contre-attaque : inattendu, foudroyant, simplificateur.

Inattendu : Couronné par l'ostentation d'ignorance où il s'est enfermé le 17 janvier, le féroce et persévérant silence de V.G.E. à votre endroit devenait un peu bien insultant. Et peut-être plus dangereux encore qu'insultant... Il vous fallait réagir sans délai et charger sur un flanc mal protégé de vos frères ennemis. La mairie de Paris était un bon terrain, sur lequel Monsieur du Château avait été maladroitement désinvolte, au point de diviser l'opinion. Un terrain où l'on ne pourra pas vous reprocher de créer du désordre puisque le désordre est déjà là.

Foudroyant : Je n'y insiste pas. La France est en train d'apprendre votre manière, qui est toute de vitesse et de violence froide. À de la finasserie vous ripostez par un peu de brutalité, ce qui est de bonne guerre. Une guerre de mouvement, la vôtre, imposée là où le Président paraissait préparer une guerre de tranchées, de sapes, de siège, d'usure.

Enfin, simplificateur : J'avais tendance à vous le reprocher dans la bonace de décembre ; il faut vous en féliciter dans les bagarres de janvier. On ergotait, ici et là, sur le bien-fondé de « primaires » à l'américaine parce qu'elles risquaient de diviser la majorité, de l'effriter. Mais après tout, voir clair vaut bien un risque. Et nous saurons bientôt, grâce à votre manœuvre, qui pourra prétendre mener la bataille de 1978.

Vos amis-ennemis auraient mauvaise grâce à vous reprocher de « marcher sur Paris » : si l'on peut avoir la tête à Paris et les pieds dans le Calvados, pourquoi pas les pieds en Corrèze ?... Le cher *Figaro*, en titrant à la Rastignac votre coup d'éclat, ne s'y est pas trompé : le dialogue est bien entamé entre Paris et la province, la tête et le cœur, l'intelligence et le dynamisme, le calcul et l'intuition. Mais ce n'est pas un petit bel-ami affamé de gloire et de femmes qui jette son « À nous deux Paris ! » C'est un homme aux impulsions redoutables et au cœur d'athlète, à qui – permettez-moi de vous le dire – je suis heureux d'avoir écrit cette longue lettre.

Les faits commencent à confirmer l'espoir : je ne pense pas m'être trompé de destinataire.

20 janvier 1977.

OceanofPDF.com

Œuvres de François Nourissier

Romans

L'EAU GRISE, 1951, Plon, *Prix Félix Fénéon*.

LES ORPHELINS D'AUTEUIL, 1956, Plon.

LE CORPS DE DIANE, 1957, Julliard et Livre de Poche.

BLEU COMME LA NUIT, 1958, Grasset.

UNE HISTOIRE FRANÇAISE, 1966, Grasset, *Grand Prix du Roman de l'Académie française*.

LE MAÎTRE DE MAISON, 1968, Grasset et Livre de Poche, *Plume d'Or du « Figaro littéraire »*

LA CRÈVE, 1970, Grasset et Livre de Poche, *Prix Femina*.

ALLEMANDE, 1973, Grasset et Livre de Poche.

Chroniques

LES CHIENS À FOUETTER, 1956, Julliard.

PORTRAIT D'UN INDIFFÉRENT, 1958, « Libelles », Fasquelle et Grasset 1973.

UN PETIT BOURGEOIS, 1963, Grasset et Livre de Poche.

LETTRE À MON CHIEN, 1975, Gallimard et Folio.

Divers

LES FRANÇAIS, « Atlas des Voyages », Rencontre, Lausanne, 1968.

VIVE LA FRANCE, avec des photographies d'Henri Cartier-Bresson, Robert Laffont, 1970.

François Nourissier a reçu en 1975 le Prix Prince Pierre de Monaco pour l'ensemble de son œuvre.

Collection
« Lettre ouverte »

CHRISTINE ARNOTHY
Lettre ouverte aux rois nus

ROBERT ARON
Lettre ouverte à l'Église de France

YVAN AUDOUARD
Lettre ouverte aux cons

ANDRÉ BERGERON
Lettre ouverte à un syndiqué

PIERRE DE BOISDEFFRE
Lettre ouverte aux hommes de gauche

GASTON BOUTHOU
Lettre ouverte aux pacifistes

PHILIPPE BOUVARD
Lettre ouverte aux marchands du Temple

R.-L. BRUCKBERGER
Lettre ouverte à Jésus-Christ

JEAN CAU

Lettre ouverte aux têtes de chiens occidentaux
Lettre ouverte à tout Le Monde

GILBERT CESBRON

Lettre ouverte à une jeune fille morte

FRANÇOIS CHALAI

Lettre ouverte aux pornographes

SALVADOR DALI

Lettre ouverte à Salvador Dali

PIERRE DÉMERON

Lettre ouverte aux hétérosexuels

ROLAND DORGELÈS

Lettre ouverte à un milliardaire

MAURICE DUVERGER

Lettre ouverte aux socialistes

GEORGES ELGOZY

Lettre ouverte à un jeune technocrate

ROBERT ESCARPIT

Lettre ouverte à Dieu
Lettre ouverte au diable

ALFRED FABRE-LUCE
Lettre ouverte aux chrétiens

JEAN FERRÉ
Lettre ouverte à un amateur d'art

JEAN FOUGÈRE
Lettre ouverte à un satyre

JEAN FOURASTIÉ
Lettre ouverte à quatre milliards d'hommes

MAURICE GARÇON
Lettre ouverte à la Justice

JEAN GRANDMOUGIN
Lettre ouverte au ministre de l'Information

PAUL GUTH
Lettre ouverte aux idoles

ROGER IKOR
Lettre ouverte aux Juifs
Lettre ouverte à de gentils terroristes

MICHEL JOBERT
Lettre ouverte aux femmes politiques

ROBERT LAFFONT
Lettre ouverte aux Français d'un Occitan

JEAN LARTÉGUY

Lettre ouverte aux bonnes femmes

JACQUES LAURENT

Lettre ouverte aux étudiants

ANDRÉ MAUROIS

Lettre ouverte à un jeune homme

HENRI MODIANO

Lettre ouverte aux gaullistes trahis

FRANÇOISE PARTURIER

Lettre ouverte aux hommes

Lettre ouverte aux femmes

LOUIS PAUWELS

Lettre ouverte aux gens heureux

JEAN-FRANÇOIS REVEL

Lettre ouverte à la droite

JULES ROMAINS

Lettre ouverte contre une vaste conspiration

DENIS DE ROUGEMONT

Lettre ouverte aux Européens

ALBERT SIMONIN

Lettre ouverte aux voyous

ANDRÉ SOUBIRAN

Lettre ouverte à une femme d'aujourd'hui

ROBERT SOUPAULT

Lettre ouverte à un malade en colère

JACQUES SOUSTELLE

Lettre ouverte aux victimes de la décolonisation

JACQUES STERNBERG

Lettre ouverte aux Terriens

PAUL VIALAR

Lettre ouverte à un jeune sportif

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Lettre ouverte aux hommes politiques

GÉRARD ZWANG

Lettre ouverte aux mal baisants

OceanofPDF.com